



Royaume du Maroc

Ministère délégué auprès du Ministre de
l'Energie, des Mines, de l'Eau et de
l'Environnement, chargé de
l'Environnement



PRODUCT
[sustainable public procurement | ecolabelling]

Etude de marché relative à l'inclusion des produits verts au sein des marchés publics

Projet « Achats publics durables et éco-étiquetage (Maroc) »

« Stimulation de l'offre et la demande de produits durables
grâce aux achats publics et aux labels écologiques »

05 décembre 2016



Cette étude de marché a été élaborée par Madame Meriem HOUZIR, consultante en Développement Durable et Coopération Internationale, avec l'appui du PNUE et en partenariat avec le Ministère délégué chargé de l'Environnement.

Table des matières

A. INTRODUCTION.....	4
B. IDENTIFICATION DES SOUS-CATÉGORIES DE PRODUITS ET SERVICES DURABLES, ET ÉLABORATION D'UNE LISTE PRIMAIRE DE CRITÈRES DURABLES ET DE MOYENS DE VÉRIFICATION	6
1. LE PAPIER DE BUREAU.....	6
2. LES ORDINATEURS	10
3. LE NETTOYAGE ET ENTRETIEN DES BUREAUX / DETERGENTS.....	12
4. L'ALIMENTATION ET LA RESTAURATION COLLECTIVE	15
C. ANALYSE DE L'OFFRE	19
1. LE PAPIER DE BUREAU	19
2. LES ORDINATEURS	28
3. LE NETTOYAGE ET L'ENTRETIEN DES BUREAUX / DETERGENTS	34
4. L'ALIMENTATION ET RESTAURATION COLLECTIVE.....	42
4.4. PERSPECTIVES DE DEVELOPPEMENT DE L'AGRICULTURE BIOLOGIQUE AU MAROC.....	44
4.5. OBSTACLES ET MENACES FACE AU DEVELOPPEMENT DE LA PRODUCTION NATIONALE DE PRODUITS « BIO »	49
4.6. LES PRESTATIONS DE SERVICES DE RESTAURATION « BIO »	50
D. ANALYSE DE LA DEMANDE.....	51
1. EVOLUTION DE LA DEMANDE NATIONALE	51
2. LA DEMANDE DES ENTITES PUBLIQUES	53
3. OPPORTUNITES ET LIMITES DE LA DEMANDE DES ENTITES PUBLIQUES	59
E. VALIDATION DES CRITERES DE DURABILITE	60
F. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS	64

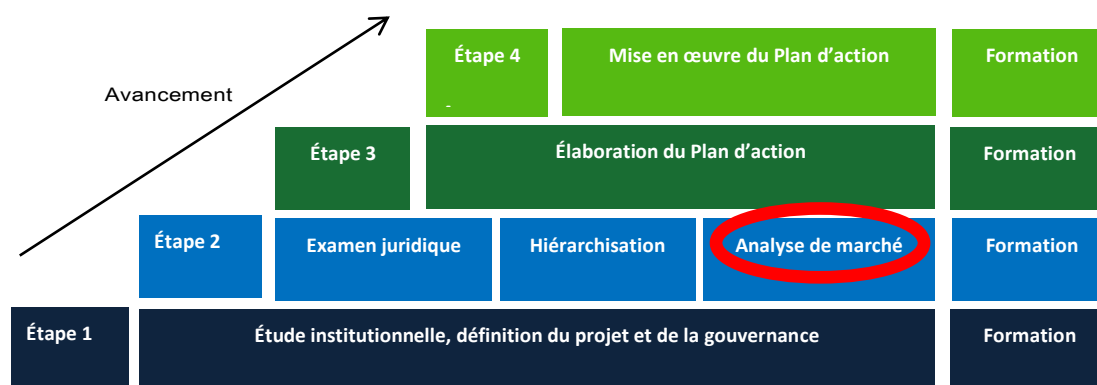
A. INTRODUCTION

Le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE) assiste les pays le souhaitant dans la mise en œuvre d'une politique d'achats publics durables (APD) au sein de leurs administrations. Cette aide consiste notamment à accompagner ces pays dans la sensibilisation des décideurs locaux et dans la formation des professionnels des achats.

La méthodologie employée au niveau national – l'approche du PNUE en matière d'APD – consiste en une série d'étapes à suivre par les administrations en vue d'élaborer, puis de mettre en œuvre, un plan d'action (cf. schéma ci-dessous).

L'approche du PNUE souligne par ailleurs les avantages d'une utilisation combinée de l'éco-étiquetage et des APD, en vue de stimuler l'achat et la production de produits plus durables.

De fait, l'Approche du PNUE au niveau national inclut l'élaboration et l'adoption de politiques d'APD, ainsi que la sensibilisation à l'utilisation de l'éco-étiquetage, en appui du programme national d'APD.



Étapes de l'approche du PNUE en matière d'APD

Après l'étude juridique et l'exercice de hiérarchisation ayant permis d'identifier les produits d'achats prioritaires qui seront visés par la politique des achats publics durables au Maroc, le présent rapport a permis la réalisation d'une étude de marché concernant ces produits (cf. annexe 1 : Cahier des charges).

La méthodologie de travail proposée par le PNUE a été suivie à travers la documentation des différentes étapes. La réussite de l'exercice dépend de la disponibilité des données.

Cette étude de marché a permis d'aborder les grandes composantes du marché existant (demande, concurrence, produits, environnement, distribution, taille du marché, etc.) afin d'examiner la capacité du marché marocain à répondre aux appels d'offre visant les produits durables sélectionnés. Comme révélé dans les étapes de priorisation, les produits sur lesquels portera l'étude sont :

- Le papier de bureau
- Les ordinateurs
- L'alimentation et restauration collective
- Le nettoyage et l'entretien des bureaux / Détergents

Il s'agit, dans cette partie, de mettre en évidence la présence de ces produits écologiques et biologiques sur le marché marocain en vue de les intégrer dans la commande publique.

Cette présente étude a été réalisée à partir d'informations récoltées sur le marché marocain. Les informations ont été collectées au niveau des enseignes et grandes et moyennes surfaces, puis confrontées avec les données sur les sites web de e-commerce. Les recherches Internet, les visites, les contacts téléphoniques et virtuels permettent de rendre compte à la fois des aspects théoriques, qualitatifs et quantitatifs. L'analyse de ces éléments permet d'élaborer des comparaisons et d'en tirer des conclusions mettant en avant les caractéristiques et les atouts de ces produits sur le marché.

B. IDENTIFICATION DES SOUS-CATÉGORIES DE PRODUITS ET SERVICES DURABLES, ET ÉLABORATION D'UNE LISTE PRIMAIRE DE CRITÈRES DURABLES ET DE MOYENS DE VÉRIFICATION

1. LE PAPIER DE BUREAU

1.1. Identification des sous-catégories de papier écologique

Nous identifions principalement trois sous-catégories de papier écologique : Le papier issu de forêts gérées durablement, le papier sans chlore et le papier recyclé dont le papier hybride, qui comporte à la fois de la pâte issue du recyclage et de la pâte conventionnelle correspondant aux deux premières sous-catégories. Nous pouvons vérifier les caractéristiques écologiques de ces papiers en se référant à des labels écologiques internationaux, notamment européens et américains, qui soumettent ce produit à des rigueurs en termes de fabrication et de production, de matières premières et de management environnemental.

1.2. Qu'est ce qu'un papier écologique ?

Un papier écologique présente un avantage environnemental sur le papier traditionnel, tout au long de son cycle de vie. Afin de rendre compte de l'aspect écologique du papier, les éléments suivants sont étudiés : la nature des fibres composantes et leur origine, ainsi que les procédés de fabrication.



1 Cycle de vie du papier recyclé www.agglopoie-provence.fr

Le papier issu des forêts gérées durablement

Une forêt est gérée durablement si son exploitation permet :

- le maintien de sa diversité biologique,
- la conservation de la capacité de régénération,
- le maintien des fonctions écologiques, économiques et sociales.

Le papier issu du recyclage

Cela signifie que le contenu du papier est en fibres recyclées (avec au moins 50% de fibres cellulosiques de récupération, c'est à dire provenant de déchets de papiers imprimés). La fibre de ce type de papier peut être réutilisée de 2 à 5 fois, d'où l'importance de ce papier.

Le papier fabriqué écologiquement

Le **papier fabriqué écologiquement désigne un papier traditionnel, mais dont la fabrication a su évoluer au fil des années et des progrès technologiques.** L'industrie papetière a fait de nombreux efforts pour améliorer les procédés de production, notamment concernant les rejets dans l'eau, qui jouent directement sur la pollution. Ces rejets ont diminué de 80 % en 20 ans, et des efforts sont encore nécessaires pour améliorer ces performances.

Depuis plusieurs années, le recyclage de l'eau ainsi que des normes de rejets ont été appliqués pour veiller à cette pollution. Les procédés sans chlore élémentaire (ECF) et totalement libres de chlore (TCF) sont désormais très largement développés dans l'industrie papetière européenne et nord-américaine, s'imposant comme la norme de ce type de papier.

1.3. Labels écologiques, moyens de vérification des critères de durabilité

Le papier issu des forêts gérées durablement

Ce type de papier répond à l'une des trois normes suivantes :

- Le label FSC
- Le programme PEFC (Program for Endorsement of Forest Certification Schemes)
- La certification SFI (Uniquement en Amérique du Nord.)



Le papier issu du recyclage

D'après les sites officiels des labels, ce papier peut être reconnu par le biais de trois logos :

- Le logo **Ange Bleu**, logo allemand, qui garantit un papier 100% recyclé (dont au moins 65% de fibres recyclés post-consommation) et une production propre.

- Le logo français « **APUR** » (Association des Producteurs et Utilisateurs de papier-cartons Recyclés) garantit le taux de fibres de récupération.
- Le logo Anglais NAPM (National Association of Paper Merchants)



Le papier fabriqué écologiquement : labels de production de pâte

Le papier fabriqué écologiquement désigne un papier traditionnel, mais dont la fabrication a su évoluer au fil des années et des progrès technologiques.

Voici les labels de production de pâte à papier les plus importants¹ :

Le label ECF

Le label ECF garantit que la pâte à papier a été blanchie selon un procédé utilisant du bioxyde de chlore et du peroxyde d'hydrogène. ECF signifie en anglais « Elementary chlorine free », soit sans chlore élémentaire ou gazeux.



Le label TCF

TCF signifie « Totally Chlorine Free ». Ce label garantit que la pâte à papier a été blanchie en utilisant peroxyde d'hydrogène et ozone sans aucune utilisation de chlore.

Le label TEF

Le label TEF « Totally Effluent Free » regroupe des processus de production de pâtes et de papiers sans aucun rejet aqueux dans l'environnement.

Les critères de durabilité sont mesurables à travers des certifications et labels écologiques reconnus à l'échelle internationale. Sur ces produits, nous notons la présence de logos.



Le tableau ci-dessous est un tableau comparatif des différents labels et de leurs critères de durabilité :

¹ Source : <http://www.milleetunefeuilles.fr/>

Label	Type	Critères	Caractéristiques	Limites
FSC	Papier issu de forêts gérées durablement	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Environnementaux ✓ Sociaux ✓ Evaluation multicritères 	<p>« Conseil de gestion responsable des forêts »</p> <ul style="list-style-type: none"> - Objectif : protéger les forêts tropicales exploitées illégalement et menacées de disparition permettant d'apposer un label sur les produits fabriqués à partir de bois issus de forêts certifiées. - Prise en compte des droits légaux et coutumiers des populations indigènes à l'usage et à la gestion de la forêt et de ses ressources ainsi que les droits des travailleurs. > Voici quelques principes et critères du FSC : - Droits et responsabilités foncières et usages et droits des peuples indigènes. - Plan d'aménagement et maintien des forêts ayant une grande valeur de conservation. 	
PEFC		✓ Environnementaux	Le label PEFC certifie le bois issu de forêts exploitées selon des critères de gestion durable.	Absence de l'aspect social de la gestion des forêts.
SFI		✓ Environnementaux	<p>SUSTAINABLE FORESTRY INITIATIVE « Initiative Forestière Durable »</p> <p>Objectif : Parvenir à une pratique beaucoup plus large d'une exploitation forestière durable sur tout le territoire des USA.</p>	Pas de critères sociaux
Ange Bleu	Papier issu du recyclage	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Environnementaux ✓ Sanitaires ✓ Evaluation multicritères 	<p>Utilisation de référentiels très stricts</p> <p>Papier 100% recyclé</p> <p>Production propre</p>	Pas de critères sociaux
APUR		▪ Environnementaux	Le logo APUR permet de reconnaître les papiers et cartons comportant au moins 50 % de fibres recyclées. Le logo est accompagné de l'indication du pourcentage de fibres de récupération issues du recyclage.	Le processus de fabrication n'est pas pris en compte. + Absence de critères sociaux
NAPM		▪ Environnementaux	<p>« National Association of Paper Merchants » Implanté en Grande Bretagne</p> <p>Label attribué aux papiers recyclés, fabriqués avec un minimum de 75 % de fibres de récupération.</p>	

2. LES ORDINATEURS

2.1. Les sous-catégories

Il existe plusieurs catégories d'ordinateurs : (i) les mainframes ou ordinateurs centraux sont des ordinateurs possédant une grande puissance de calcul, des grandes capacités d'entrée-sortie et un haut niveau de fiabilité ; (ii) les ordinateurs personnels, les tablettes PC ou ardoises électroniques et (iii) les Notebooks qui sont des ordinateurs dotés d'un écran de petite dimension (inférieure à 12") et dont on a remplacé le disque dur par de la mémoire flash afin de réduire la consommation électrique. Dans cette étude, nous nous focaliserons sur la catégorie « **ordinateurs personnels** » ainsi que ses deux sous-catégories :

- Les **ordinateurs de bureau**, composés d'un boîtier renfermant une carte mère et permettant de raccorder les différents périphériques tels que l'écran.
- Les **ordinateurs portables**, composés d'un boîtier intégrant un écran dépliant, un clavier et un grand nombre de périphériques incorporés.

2.2. Critères de durabilité

L'utilisation d'une informatique durable implique l'adoption de critères de durabilité. Les ordinateurs doivent répondre à des exigences d'éco-conception.

- L'éco-conception consiste à intégrer la protection de l'environnement dès la conception des biens ou services. Elle a pour objectif de réduire les impacts environnementaux des produits tout au long de leur cycle de vie : extraction des matières premières, production, distribution, utilisation et fin de vie. Elle se caractérise par une vision globale de ces impacts environnementaux : c'est une approche multi-étapes (prenant en compte les diverses étapes du cycle de vie) et multi-critères (prenant en compte les consommations de matière et d'énergie, les rejets dans les milieux naturels, les effets sur le climat et la biodiversité).
- L'éco-conception est mise en œuvre par une entreprise ou un organisme public, mais elle implique un grand nombre d'acteurs tout au long de la chaîne de valeur du produit et même au-delà, en incluant les consommateurs ou utilisateurs et jusqu'aux récupérateurs et recycleurs. Sa richesse tient dans l'examen des relations qui existent entre les choix de conception relatifs à un produit et les flux de matière et d'énergie qui en résultent tout au long de son cycle de vie.

Pour les ordinateurs, les critères d'éco-conception concernent majoritairement la consommation énergétique, les révisions et les ajustements de consommation des différentes composantes de l'ordinateur comme les cartes graphiques, l'écran, les mémoires, les cartes sons..., des précisions également sur les mode veille et arrêt, l'état de consommation minimal et le rendement de la source d'alimentation interne. Il s'agit d'éléments spécifiques et techniques auxquelles le constructeur, dans le cadre d'éco-conception, doit y répondre.

Ces exemples de critères ont été relevés dans l'annexe II « Exigences d'éco-conception » du règlement (UE) no 617/2013 concernant les exigences d'éco-conception applicables aux ordinateurs et serveurs informatiques.

En d'autres termes, les critères de durabilité des ordinateurs concernent principalement la consommation d'énergie annuelle de l'appareil, ou encore l'efficacité énergétique des alimentations.

2.3. Labels écologique et systèmes de vérification de la durabilité

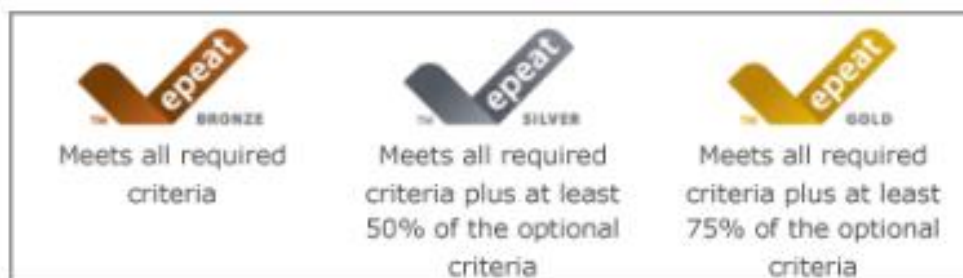
Il existe des organismes œuvrant pour l'introduction d'une informatique verte. Nous pouvons citer le label **Energy Star** qui vise l'efficacité énergétique des matériels informatiques, et qui est apparent sur les matériels labellisés. C'est un programme gouvernemental américain également présent à l'échelle internationale. L'appareil Energy Star doit être de 10 à 50 % plus éco-énergétique qu'un modèle classique.



La fabrication d'un ordinateur peut être très polluante. L'association Greenpeace surveille depuis plusieurs années les principales marques. Elle leur attribue une note entre 1 et 10, en retenant trois critères : l'absence de substances dangereuses dans les produits, le recyclage des produits obsolètes et la réduction de l'impact de leur activité sur le climat.

De ce classement mis à jour régulièrement, il en sort que Sony, Philips et HP sont en tête mais n'atteignent même pas 6/10. Mention passable à Sharp, Apple et Dell, juste en-dessous de la moyenne. Fujitsu et Toshiba sont en dernier classement.

De même, le label américain **EPEAT** est un écolabel permettant au consommateur d'évaluer l'effet d'un produit informatique sur l'environnement. Il distingue les produits certifiés en trois catégories répondant à différents critères de performance environnementale. Les ordinateurs peuvent être classés par un label or, argent ou bronze (Gold, Silver, Bronze) selon le nombre de critères optionnels auxquels ils répondent. C'est donc un outil pratique pour les administrations, collectivités et autres entreprises qui veulent acquérir de manière transparente du matériel informatique éco-conçu.



3. LE NETOYAGE ET ENTRETIEN DES BUREAUX / DETERGENTS

3.1. Identification des sous-catégories de détergents écologiques disponibles sur le marché

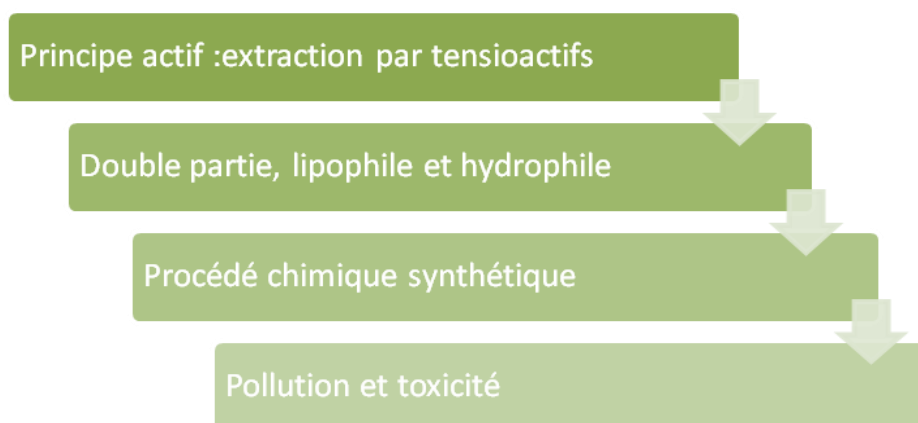
Il existe de nombreuses sous-catégories de détergent. En effet, nous recensons une dizaine de types dont : nettoyeur multi-usage, détergent sanitaire, nettoyeur de surfaces vitrées, détergents pour meubles, détergent pour différents sols, savons ménagers, pâte nettoyante, liquides vaisselle, détachants textiles, lingettes désinfectantes. Ces types de produits répondent à la diversité des surfaces entretenues.

Nous allons nous focaliser sur trois sous-catégories : les détergents sols, les nettoyeurs, lessives, qu'elles soient sous forme liquide ou en poudre, et enfin les liquides pour vaisselles. Pour la présente étude, nous retenons ces produits puisqu'ils correspondent aux produits d'entretien classiques les plus utilisés, notamment par les administrations publiques. De plus, ces produits sont intéressants puisqu'il existe une alternative écologique disponible sur le marché et qu'ils satisfont les critères de durabilité.

3.2. Critères de durabilité : Qu'est ce qu'un éco-détergent ?

Un détergent ou produit d'entretien accumule tout au long de son cycle de vie, depuis sa fabrication à sa consommation un nombre de répercussions environnementales.

Les détergents conventionnels reposent sur l'action des tensio-actifs :



Voici quelques produits d'hygiène et leur composition

Produit	Composition	Impact sur la nature	Nocivité sur la santé	Alternative
Liquide vaisselle	Tensioactifs, phosphates ++	En termes de biodégradabilité	Action sur la peau	Tensioactifs végétaux, savons naturels
Produits pour lave-vaisselle	Phosphates ++	Dégradation difficile dans les milieux aquatiques	Brûlures	Sans phosphate, tensioactifs végétaux et enzymes

Nettoyants pour le sol	Tensioactifs pétrochimiques	Nocif	Pollution de l'air intérieur	Savon noir, huile de lin, vinaigre blanc, produits à base végétale
Produit lave-vitre	Ammoniac, alcool	Toxique	Nocif	produits labellisés
Eau de javel	Hypochlorite	Formation de composés toxiques s'accumulant dans les chaînes alimentaires	Irritation des muqueuses, dommages pulmonaires	Pas de label écologique

Ainsi, les détergents et produits d'entretien écologiques doivent être exempts d'éléments pétrochimiques et doivent contenir des tensioactifs issus de la chimie végétale, par exemple les huiles de coprah, de noix de coco, de colza ou encore des huiles essentielles ; et des matières premières minérales (sable, craie, silicate, argile). Un détergent écologique contient des mentions et des labels écologiques.

3.3. Labels écologiques, moyens de vérification des critères de durabilité

Les critères de durabilité sont mesurables à travers les certifications et labels écologiques reconnus à l'échelle internationale. Sur ces produits, nous notons la présence de divers logos :

- *Des chartes : Sustainablecleaning*

Il s'agit de La Charte pour le Nettoyage Durable qui concourt à la protection de la sécurité des utilisateurs, tout en protégeant l'environnement pour les générations à venir.

La charte **Sustainable Cleaning** est une initiative de l'Association Internationale de la Savonnerie, de la Détergence et des Produits d'Entretien en Europe A.I.S.E. Elle tient compte de la durabilité dans le développement et la production des produits d'entretien plus particulièrement.



Cette charte met l'accent sur les critères de production, pour une fabrication sûre par le biais d'une gestion efficace. Il s'agit notamment :

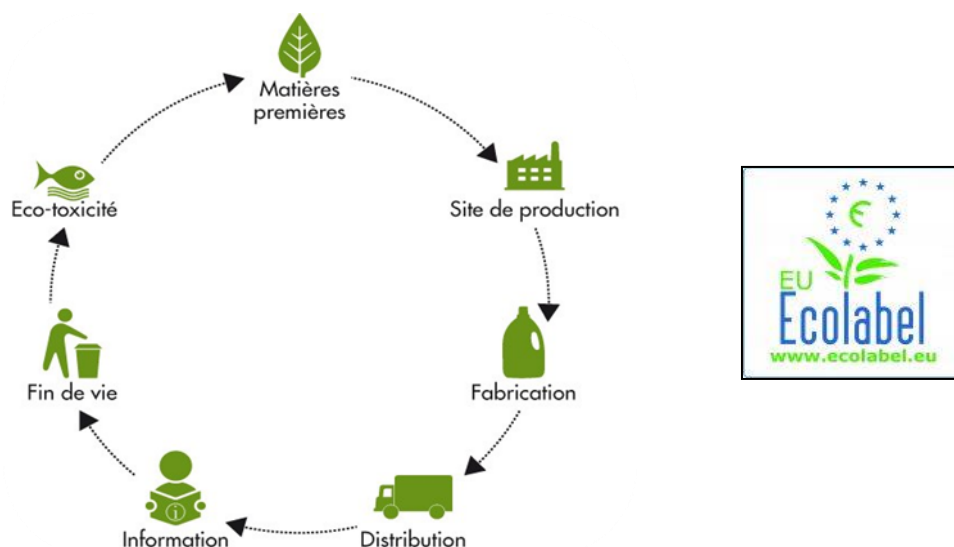
- D'une utilisation plus efficace des produits chimiques et des ressources naturelles (réduction de l'utilisation des ressources comme l'eau et les matières premières, création de moins de déchets, réduction des émissions de CO2).
- De veiller à ce que les produits fabriqués soient sûrs pour l'utilisation visée (protection de la santé et de la sécurité des utilisateurs) pour évoluer vers des modèles de production et de consommation plus durables.
- Véhiculer des conseils d'utilisation des produits comme pour le lavage en machine.

- Des labels européens reconnus à l'échelle internationale

L'Ecolabel est le label écologique européen. Il est décerné aux produits d'entretien et d'hygiène dont la démarche respecte l'environnement avec la même efficacité que les produits classiques.

Ce label officiel est commun à tous les pays de l'Union européenne. Actuellement des dizaines de catégories de produits peuvent recevoir le label.

Ce label prend en considération l'ensemble du cycle de vie du produit :



Ecocert est un organisme de certification français créé en 1991 et un label du même nom. Il est agréé et accrédité selon la norme internationale ISO Guide 65. Il consiste en le développement de cahiers des charge pour les produits. Son action se base sur trois axes : contrôle, certification, élaboration des référentiels en partenariat avec des professionnels.



Le tableau ci-dessous permet de comparer les deux labels et leurs critères de durabilité :

Nom	Ecolabel	Ecocert
Type de label	Label Officiel	Marquage volontaire faisant l'objet d'un contrôle indépendant
Type de produits concernés	Détergents pour lave-vaisselle et vaisselle, Détergents textile, Lessives, Nettoyants multi-usages, Produits domestiques.	Détergents pour lave-vaisselle et vaisselle, Détergents textile, Lessives, Nettoyants multi-usages.
Description	L'Eco-label européen comporte plusieurs cahiers des charges sur les détergents et garantit des impacts réduits du produit tout au long de	Label de contrôle des détergents écologiques créé par l'organisme de certification Ecocert en 2006.

	son cycle de vie.	
Efficacité	Garantie	Non garantie
Critères		
▪ Référentiel libre d'accès	✓	✓
▪ Critères sociaux	X	X
▪ Critères environnementaux	✓	✓
▪ C. sanitaires	X	X
▪ Approche de cycle de vie	✓	X
▪ C. économique	X	X
▪ Evaluation multicritères	✓	X

4. L'ALIMENTATION ET LA RESTAURATION COLLECTIVE

4.1. Les sous-catégories de produits biologiques

Nous pouvons citer les sous-catégories de produits alimentaires biologiques suivantes : fruits, légumes, arômes, huiles, café, thé, produits agroalimentaires, céréales, fruits secs, épicerie fine, produits animaliers, produits de la mer...

Pour la restauration collective dans les administrations publiques, nous avons sélectionné deux sous-catégories, à savoir, **les fruits et les légumes**.

4.2. Qu'est-ce que l'alimentation bio ?

L'agriculture biologique est un système global de gestion de la production favorisant la santé de l'agroécosystème, y compris la biodiversité, les cycles biologiques et les activités biologiques des sols. Elle privilégie les pratiques de gestion plutôt que les méthodes de production d'origine extérieure, en tenant compte du fait que les systèmes locaux doivent s'adapter aux conditions régionales. Elle préconise l'usage de méthodes culturales biologiques et mécaniques de préférence aux produits de synthèse.

Le label Biologique s'applique aux denrées obtenues dans le respect des normes de production biologique à tous les stades – production, manipulation, traitement et commercialisation – et certifiées comme telles par un organisme ou une autorité dûment habilitée.

Les aliments biologiques sont produits à partir d'ingrédients cultivés sans produits chimiques de synthèse et sans OGM (organismes génétiquement modifiés). Ils ne contiennent ni exhausteurs de goût, ni colorants, ni arômes chimiques de synthèse. L'utilisation d'additifs est très fortement limitée. Les produits bio sont contrôlés à tous les stades.

Aux contrôles effectués sur l'ensemble des produits agroalimentaires s'ajoutent des contrôles spécifiques à la Bio réalisés par un organisme indépendant agréé par les pouvoirs publics.

4.3. Labels écologiques, moyens de vérification des critères de durabilité

Pour pouvoir commercialiser leur récolte en tant que production biologique, les agriculteurs et les entreprises doivent avoir recours aux services d'un organisme de certification afin de confirmer que les produits en question sont conformes aux normes établies par divers partenaires commerciaux nationaux et internationaux. En effet, plusieurs labels bio existent, chacun avec leur propre cahier des charges. Les producteurs doivent choisir le label qu'ils souhaitent apposer à leurs produits en fonction du marché visé. **Les cahiers des charges pour le label marocain bio sont en cours d'adoption.**

Pour réglementer la filière et lui conférer un cadre juridique conforme aux normes internationales, la filière dispose au Maroc d'une **loi 39-12 relative à la production biologique des produits agricoles et aquatiques** promulguée par le dahir n°1-12-66 du 4 rabii I 1434 (16 janvier 2013) et publiée au bulletin officiel n°1628 du 21 Février 2013. La loi définit les règles de production, de préparation et de commercialisation des produits biologiques pour en encourager la présence sur le marché national et international. Elle vise également à améliorer les revenus des producteurs et garantir au consommateur une production biologique de qualité en conformité avec la nouvelle charte de l'environnement.

Quatre cahiers des charges types sont prévus dans ce cadre : des cahiers des charges types relatifs à la production végétale, la production animale, aux produits transformés et à la production aquacole. Les principaux éléments du cahier des charges types pour la production biologique sont :

- La catégorie à laquelle appartient le produit ;
- Les règles de production ou de préparation applicables ;
- La durée des périodes de conversion ;
- Les intrants autorisés notamment les fertilisants, les amendements du sol, les produits phytosanitaires et vétérinaires, les stimulants de croissance, les aliments pour animaux, les matières premières des aliments pour animaux et les aliments composés pour animaux ;
- Les additifs alimentaires, les additifs des aliments pour animaux et les auxiliaires technologiques autorisés;
- Les produits autorisés pour le nettoyage et la désinfection utilisés lors de la production et de la préparation des produits concernés ; le ou les modes de conservation, de conditionnement, de stockage et de préservation de la qualité du produit.

L'article 11 du cahier des charges types relatif à la production végétale biologique décrit notamment l'utilisation des nitrates : « Dans l'objectif de protéger la nappe phréatique de la pollution par les nitrates à partir des sources agricoles, la quantité totale d'effluents d'élevage utilisée dans l'unité de production ne peut dépasser 170 kg d'azote/hectare/an de surface agricole utilisée ».

Les critères de certification comportent généralement une série de standards de production pour les phases de production des plantes, de stockage, de transformation, d'emballage et d'expédition, parmi lesquels : la non-utilisation d'intrants d'origine chimique; pas d'utilisation d'organismes génétiquement modifiés ; pas de stérilisation par irradiation ; l'utilisation de terrains de culture n'ayant pas reçu de produits d'origine chimique depuis une date donnée (généralement plus de trois ans) ; consignation écrite détaillée des étapes de productions et de ventes (audit) ; ...

L'article 28 décrit les conditions d'étiquetage et de commercialisation :

« Article 28 : Tout produit agricole ou aquatique issu du mode de production biologique doit, lorsqu'il est commercialisé en tant que produit biologique, comporter dans son étiquetage les mentions suivantes :

- 1 - la mention " produit biologique " et le logo indiqué en article 29 ;*
- 2 - le nom et les références de l'organisme de contrôle et de certification ;*
- 3 - la référence du certificat délivré par l'organisme de contrôle et de certification.*

Ces mentions doivent être apparentes, facilement lisibles et indélébiles. Elles sont apposées sur le produit ou sur son emballage, selon le cas, sans préjudice de toute autre mention prévue par la législation en vigueur en matière d'étiquetage et de présentation des produits alimentaires, et le cas échéant, en vertu de toutes autres dispositions particulières applicables au produit concerné. »

L'état d'avancement du cadre législatif et réglementaire :

- En février 2013, a été publiée la loi 39-12 au Bulletin Officiel.
- En mars 2014, publication des décrets d'application, décrets relatifs à la composition et au mode de fonctionnement de la Commission Nationale, décret relatif à la mise en application de la loi 39-12.
- 8 projets d'arrêtés qui sont en cours de finalisation au niveau du secrétariat général du gouvernement :
 - Règlement intérieur de la Commission Nationale de la Production Biologique;
 - Les 4 Cahiers des charges types ;
 - Les conditions d'agrément des organismes de contrôle et de certification ;
 - Le modèle du logo ;
 - Les formes et modalités de reconnaissance des équivalences des règlements régissant les modes de production biologique pratiqués dans les pays tiers.



Le caractère durable de ces produits agricoles peut être vérifié par des organismes de contrôle et de certification privés ou publics, agréés par l'administration, après avis de la Commission Nationale de la Production Biologique.

Les labels écologiques et les normes de certification sont attribués par plusieurs organismes de contrôle et de certification (OCC) des produits biologiques ²:

² D'après le document « Stratégie de développement de la filière biologique et son impact sur la préservation de l'environnement et le développement durable »- Octobre 2015

Organisme de contrôle et de certification	Accrédité par	Normes de certification appliquées
Ecocert Maroc	COFRAC : Comité français d'accréditation	Règlement européen EC (Europe), NOP : National Organic Program (USA), Règlement japonais : Japanese Agricultural Standard JAS (Japon)
Bureau Veritas Maroc (Qualité France)	COFRAC	CE – NOP- JAS
IMC Institut Méditerranéen de Certification (Italie)	ACCREDIA : Organisme italien d'accréditation	CE – NOP- JAS
Société LACON Maroc Inspection et Certification SARL (Allemagne)	DAKKS : Organisme allemand d'accréditation	CE – NOP- JAS
Q.C &I (Allemagne)	DAKKS	CE – NOP- JAS

C. ANALYSE DE L'OFFRE

1. LE PAPIER DE BUREAU

1.1. Disponibilité du papier de reproduction écologique sur le marché






On constate que la totalité de l'offre en papier de reproduction se déclare comme étant écologique. En effet, les différentes marques de papier disponibles au Maroc comprennent sur leur emballage des labels écologiques. On répertorie plus d'une vingtaine de marques présentes sur le marché. Elles proposent plusieurs typologies de papiers : ramettes de différents grammages, différentes tailles, cartons...

L'offre du papier écologique sur les grandes et moyennes surfaces est peu variée, contrairement aux entreprises spécialisées dans la commercialisation et la vente de fournitures bureautiques.

Ci-dessous un tableau qui présente quelques marques de papier. Afin de pouvoir les comparer ultérieurement, nous avons pris comme référentiel le type A4, 80g/m² en ramette de 500 feuilles.

Marque	Représentation	Labels
Carrefour		PEFC
ClairAlfa		PEFC
Inacopia		PEFC, ECOLABEL FSC
International Paper Duo Copy		FSC

IQ de la marque MONDI		FSC
Lyreco		ECOLABEL
Navigator		FSC Normes ISO 9706:1994.
Navigator Eco-logic		ECOLABEL FSC
Pioneer		FSC
Superior		ISO 14001

Target		ECOLABEL FSC PEFC
Unipapel		FSC
Universel Papyrus - Piano Perfect		FSC
Zoom		ECOLABEL PEFC
Med Paper Boughaz		-

1.2. L'importation de papier durable occupe une place importante sur le marché

La principale source des papiers durables disponibles sur le marché marocain est constituée de produits européens.

▪ Target et Navigator, du groupe Portucel Soporcel

C'est une entreprise portugaise présente sur le marché international. Il s'agit du leader européen dans la production de papier de bureau, qui occupe la 6ème place mondiale.



▪ Zoom de la société Stora Enso Paper



Entreprise finno-suédoise qui occupe la deuxième place mondiale dans son secteur, derrière le groupe américain [International Paper](#).

La question environnementale est au cœur de sa stratégie de fabrication.

▪ **Clairefontaine**



La gamme ClairAfla de la marque Clairefontaine, disponible sur le marché propose un papier de qualité, multifonctionnel et est labellisé : FSC, PEFC et Ecolabel. L'entreprise française, comme le mentionne son site officiel, s'engage dans le respect de l'environnement et est certifiée ISO 14001. Elle dispose également d'une filiale Everbal, spécialisée dans la production de papiers recyclés. Le site a obtenu les labels Ange Bleu et Ecolabel. Le procédé de préparation de la pâte est dit PCF : aucun blanchiment à base de composés chlorés. L'un des produits de cette filiale est Evercopy, non disponible sur le marché marocain.

Les produits de papier bureau sont importés et commercialisés par plus d'une cinquantaine d'entreprises étrangères, majoritairement des PME, principalement localisées sur l'axe Casablanca-Rabat. Les produits sont notamment commercialisés par le biais de sites de e-commerce à l'image de : <http://www.fournipro.ma> et <http://www.papeterie-maroc.com/>

Les papiers à usage graphique découlés sur le marché comportent, pour la plupart, un label écologique. Cependant, nous ne retrouvons pas de papier 100% recyclé disponible sur le marché, que ce soit au sein des grandes et moyennes surfaces ou commercialisés par des distributeurs et magasins de vente de matériel bureautique.

MED PAPER Tanger, unique producteur marocain de papier d'impression

C'est une entreprise née de la fusion de SAFRIPAC Tanger et PAPELERA de TETUAN. Elle commercialise ces gammes de papier, Boughaz, Digital, Exploris et Office in. Les origines de ses composés sont la pâte vierge et le recyclage. Avec un effectif supérieur à 300 employés, elle produit 70 000 tonnes par an, et récupère près de 12000 tonnes de vieux papiers par an, qu'elle transforme et recycle pour produire de nouveaux papiers à base de cellulose recyclée. Bien qu'elle procède au recyclage, l'entreprise ne dispose d'aucun label ou certification. Les marchés de l'entreprise sont : le Maroc, Egypte, Mali, Belgique et Grèce.

1.3. L'engagement environnemental des entreprises présentes sur le marché marocain

Ces entreprises étrangères dont les produits sont disponibles au Maroc s'engagent toutes dans une démarche environnementale. Leurs produits sont tous certifiés par des labels, à l'exception de l'entreprise marocaine MED PAPER Tanger. Les labels FSC et PEFC sont présents sur tous les produits importés. Quant à Ecolabel, il est présent sur les produits des groupes Stora Enso Paper et Portucel Soporcel et sur le produit Inacopia. Concernant les autres labels mentionnés dans la partie 2.1. sur les papiers recyclés, ils ne sont pas présents actuellement sur le marché marocain.

Prenons l'exemple de l'entreprise française **Lyreco** qui est productrice et distributrice de plusieurs marques de papier. Une recherche à travers le site internet de l'entreprise a permis de mettre en avant son vif intérêt pour l'environnement puisqu'elle renseigne sur ses plans et stratégies environnementale. Elle dédie tout un site internet sur son programme de développement durable, notamment la réduction de l'empreinte carbone, objectif fixé à -20% d'ici 2017 (emballage, transport, production) et son engagement vis-à-vis de sa responsabilité sociale.

Ses produits éco responsables sont certifiés ISO 14001 et ISO 14020, et disposent des labels : Ecolabel, FSC, Ange Bleu. De plus, elle est l'une des rares entreprises qui dédie une brochure écologique.

Sur son catalogue, elle dédie des pages aux papiers recyclés et oriente ses clients vers des choix verts en définissant, par exemple, les labels existants.

<http://lyreco.zone-secure.net/cataloguegeneral/2016/FR/>

En ce qui concerne la production marocaine, nous remarquons que l'entreprise marocaine **MED PAPER** Tanger intègre aussi dans son processus de fabrication la question environnementale et déclare que ses installations techniques sont adaptées au recyclage, et à la transformation des fibres celluliques recyclées pour la production de nouveaux papiers.

Ainsi, l'approche environnementale, bien que l'entreprise ne dispose pas de certifications ou labels, est comme suit :

- La valorisation et la récupération des vieux papiers occupent une part importante dans le processus de fabrication. De nombreux produits proposés sont fabriqués à base de fibres de cellulose recyclées. Ainsi, l'entreprise participe activement au développement durable de ce secteur industriel : nombreux emplois non qualifiés générés, réduction des déchets destinés à l'enfouissement, économie de matière et d'énergie. La production de papier est fortement consommatrice d'eau (en moyenne près de 8 L/kg de papier produit). L'entreprise accorde une attention particulière à l'économie d'eau. Les rejets sont pratiquement nuls puisque cette eau est essentiellement évacuée par évaporation lors de la phase de séchage de la feuille de papier. Le reste de l'eau circule en circuit fermé dans la machine.

1.4. Analyse de l'offre de prix du papier durable

Le tableau ci-dessous permet d'avoir une analyse comparative de l'offre au Maroc correspondant au papier écologique. Nous constatons que les prix varient entre 33,9 Dh (pour la marque 'Zoom', la moins chère) et 61,68 Dh (pour la marque 'ClairAlfa', la plus chère). Le prix du papier conventionnel étant en moyenne entre 30 et 37 Dh la rame.

Marque	Prix Maroc (en Dh)
Carrefour	35,64
ClairAlfa	61,68
Inacopia	42,12
International Paper Duo Copy	38
IQ de la marque MONDI	44,5
Lyreco	36,83
Navigator	42,9
Navigator Eco-logic	49

Pioneer	42,6
Superior	39,9
Target	46,5
Unipapel	42
Piano Perfect	40,5
Zoom	33,9
Boughaz	42

1.5. Positionnement de la production nationale de papier

1.5.1. Opportunités de développement de l'offre nationale

D'après l'article de L'Economiste paru dans l'Édition N° 4401 du 2014/11/17, la production nationale couvre 50% de la consommation de papier, laissant place à 50% d'importation.

Représentation des besoins de la population marocaine en termes de papier



Comme mentionné précédemment, Med Paper Tanger est la seule entreprise marocaine de production de papier bureautique. Ses usines sont implantées dans des zones où la ressource en eau est disponible : Tanger, Kénitra, Casablanca, El Jadida, Meknès et Berrechid. De plus, étant donné que le Maroc n'est pas un pays à vocation papetière, puisque l'espace forestier ne représente que 13% du territoire, les principales sources de production pour ces industriels sont la pâte à papier et le recyclage.



La pâte à papier est principalement vendue par Cellulose du Maroc. Cette société produit de la pâte à partir du bois d'eucalyptus. L'usine de

Cellulose est située en plein cœur d'une forêt d'eucalyptus à Sidi Yahya, dans la région du Gharb. Elle dispose des labels FSC et ECF (Sans Chlore Elementaire). 85% de son volume de vente se fait à l'étranger.

La fabrication du papier et du carton se fait à partir de la pâte à papier. Cette matière première peut être remplacée partiellement ou totalement par les produits de recyclage des vieux papiers usés.

Nous nous pencherons sur le recyclage, source écologiquement intéressante.

D'après le rapport final sur l'évaluation des potentialités et des débouchés des produits recyclés, effectué par ADS Maroc et EDIC, sur le marché sont présents trois principales sociétés de recyclage. La filière de recyclage est bien structurée et se présente sous forme pyramidale.

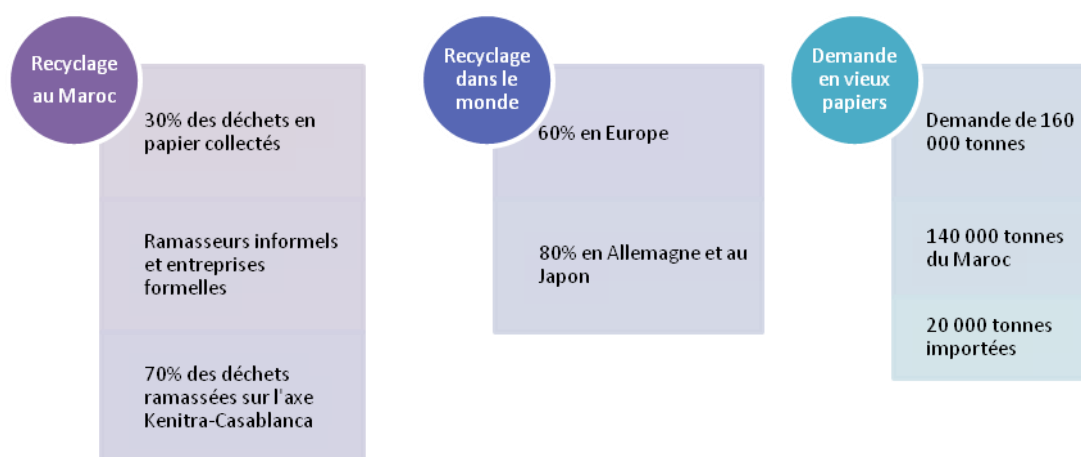


La récupération des déchets en papier et carton se fait par l'intermédiaire de récupérateurs ambulants- *qui effectuent leur travail dans des conditions difficiles d'insalubrité, et dont le salaire ne dépasse pas 2000 dhs par mois*- et d'entreprises. Parmi les sociétés de recyclage présentes sur le Maroc sont :

- MACARPA : récupération et recyclage de vieux papiers
- ANBA : récupération et recyclage
- ISOPRODUCT : collecte et valorisation des vieux papiers
- REDEPA : récupération et valorisation.

Ainsi, l'existence de ces entreprises opérant dans la récupération, le recyclage, et la production de pâte vierge constitue une opportunité de développement de l'offre nationale à savoir, une production de papier à partir du recyclage. De plus, l'absence de gammes papiers 100% recyclés sur le marché national constitue une autre opportunité pour les entreprises marocaines.

Le recyclage en quelques chiffres



D'après <http://lavieeco.com/news/economie/seulement-30-des-500-000-tonnes-de-papier-consommees-par-an-au-maroc-sont-recyclees-15766.html> et <http://leconomiste.com/article/884045-recyclage-du-papier-10000-tpe-ambulantes>

1.5.2. Obstacles au développement de l'offre nationale

Toutefois, nous remarquons que la production de papier en général au Maroc reste faible et limitée, et ne couvre que la moitié de ses besoins en papier et carton au vu des contraintes géographiques et ressources :

- Les entreprises et industries papetières au Maroc sont davantage dirigées vers les productions pour les industries (emballages) et l'agroalimentaire (conditionnement).
- La production de papier d'impression d'origine marocaine est réalisée principalement par l'entreprise MED PAPER Tanger, mais dont les produits ne sont pas certifiés ou labellisés. En contrepartie, on souligne la forte présence de marques étrangères, qui, elles, proposent des gammes et produits verts, avec un bon rapport qualité/prix.
- L'absence de gammes papiers 100% recyclés sur le marché marocain s'explique par le fait qu'elles sont plus chères que les papiers conventionnels ou papiers fabriqués écologiquement. En comparant les papiers conventionnel et écologique, le prix moyen d'un papier conventionnel est de 37 dhs, le papier papier 50 % recyclé est autour de 60 Dhs alors que le papier 100% recyclé est de presque à 80 Dhs (soit, plus que le double du papier conventionnel).

Type de papier durable	Marque	Prix en Dh
Papier 50% recyclé	Clairefontaine : Equality	60,00
Papier 100% recyclé	Everycopy Clairefontaine	79,20

Enfin, la filière de recyclage du vieux papier reste peu développée : seulement 30% des déchets sont récoltés bien que l'industrie papetière exploite et revalorise ces déchets, et importe même ces déchets ! La problématique qui se pose à présent concerne l'absence de la culture de tri sélectif à toutes les échelles ainsi que les dispositifs adaptés y afférant.

1.5.3. Menaces potentielles affectant la production nationale

L'entreprise marocaine MED PAPER connaît des difficultés ces dernières années. Les parts de marché de l'entreprise sont passées de 51% à 4,7%³. Une situation qu'elle impute à l'accroissement massif des importations, accusant les exportateurs, principalement le groupe GPS Grupo Portucel Soporcel de pratique de dumping.

De l'avis des importateurs et des exportateurs, les difficultés de Med Paper ne sont pas causées par les importations mais plutôt par ses choix stratégiques qui « n'ont pas toujours été les bons » : le manque de compétitivité, une qualité moindre qui n'empêcherait pas tout de même son utilisation, la difficulté à répondre à la demande nationale, l'absence d'une approche commerciale efficace.

Aussi, l'entreprise marocaine n'a-t-elle pas pu, aux yeux des importateurs, suivre les exigences de la demande marocaine notamment en ce qui concerne le rapport qualité-prix.

L'Office des changes témoigne de l'accroissement massif des importations de papier entre 2011 et 2015. Alors que la consommation marocaine a augmenté de 20%, « les importations ont connu une hausse de 200% pour le papier en rame ». Une situation expliquée par Med Paper par la crise de 2008 et la baisse de la demande européenne qui a conduit les entreprises internationales, notamment celles ayant augmenté leurs capacités de production, à écouler leurs marchandises dans d'autres marchés, notamment au Maroc.

Malgré la technologie des plus récentes dont dispose le producteur national, l'entreprise semble avoir du mal à augmenter ses parts de marché, à s'aligner avec les produits importés qui proposent des prix compétitifs et une qualité premium que les produits nationaux n'offrent pas. La principale menace réside dans la concurrence des producteurs étrangers.

³ D'après l'article suivant <http://www.leseco.ma/economie/44578-med-paper-a-couteaux-tires-avec-les-importateurs.html> datant du 08 avril 2016

2. LES ORDINATEURS

2.1. Disponibilité des ordinateurs labellisés

On retrouve sur le marché marocain des ordinateurs comportant des labels comme Energy Star ou EPEAT. Les ordinateurs labellisés ou issus d'une politique d'éco-conception disposent de ces mentions sur l'ordinateur, l'emballage ou encore la fiche technique. Actuellement, les sites internet des constructeurs et des marques reconnues mondialement consacrent tout une partie à la question environnementale, en donnant notamment les références de leurs produits labellisés.

Sur le marché marocain, une large offre est disponible à travers plusieurs enseignes et entreprises commercialisant le matériel bureautique. Cette offre est également diversifiée par l'existence de multiples marques.

Cependant, nous ne pouvons pas effectuer une réelle comparaison entre un ordinateur labellisé et un ordinateur conventionnel puisqu'il faut prendre en considération les caractéristiques techniques de chaque ordinateur : processus, mémoire, format, écran...

Dans les parties suivantes, nous nous baserons sur le cahier des prescriptions spéciales, appel d'Offre N° 56/DBRH/2015 ayant pour objet l'achat de matériel informatique destiné aux services du Ministère Délégué auprès du Ministre de l'Energie, des Mines de l'Eau et de l'Environnement, Charge de l'Environnement, lancé par la division du budget des ressources humaines.

Cet appel d'offres mentionne les deux sous-catégories : ordinateurs personnels et ordinateurs de bureau, dont voici les caractéristiques requises :

- **PC DE BUREAU de marque reconnue mondialement**

Type de processeur Intel® Core i5-4590S (3GHzUP TO 3,7GHZ, 6MB 4COEUR)	1 port micro	1 port parallèle (en option)
Chipset Chipset intel H81 Express ou supérieur	1 connecteur pour casque	1 port série (en option)
Format Minitour	Arrière:	· 3 PCIe pleine hauteur (x1)
Mémoire 4 Go DDR3 1600 MHz ou supérieur	6 ports USB 2.0	· 1 PCIe pleine hauteur x16
Disque dur Disque SATA 500 Go (7.200 Rpm) ou supérieur	2 ports PS/2 (clavier et souris)	carte Audio Realtek ALC221
Disques optiques Graveur SuperMulti DVD SATA	1 port VGA	Realtek RTL8151GH-CB GbE intégré
2 ports USB 3.0	1 DisplayPort 1.2	Moniteur Ecran LCD 22 pouces de même marque et même couleur que l'UC
	1 entrée audio	
	1 sortie audio	
	1 port RJ-45	
	1 port série	

- **Ordinateur portable de marque reconnue mondialement**

Processeur : Intel Core i5-4200M (2.5 GHz, 3 MB cache, 2 cores),	Camera intégrée, DVD+/-RW, FingerPrint,	Ports : 3 USB 3.0, 1 USB 3.0 chargement
Mémoire : 4GB DDR3 1600MHz 1 DIMM,	Carte réseau : Gigabit Ethernet 10/100/1000, Intel Wireless 802.11a/b/g/n, Bluetooth,	1 DisplayPort, 1 VGA, 1 Connector Docking Station,
Disque dur : 500 GB 7200rpm,	lecteur de cartes multimédia,	Système d'exploitation: WNDOWS PRO 8
Carte graphique Intel HD Graphics 4600,		Sacoche de transport de même marque
Ecran 14.0 LED-backlit HD,		

Ainsi, notre recherche s'est basée, -dans la mesure du possible et de la disponibilité, sur ses caractéristiques. Les principales caractéristiques techniques prises en compte ont été le processeur, la mémoire, le disque dur et la taille.

- **Ordinateurs de bureau**

Processeur Intel CORE i5	Marque	Modèle	Label	Principales caractéristiques	Prix	Plus d'info
HP		HP 400 G1 PRODESK (D5U64EA)	Energy Star	Vitesse du processeur: 3,2 GHz - Intel Core i5-4570. RAM: 4 Go – Disque dur SATA DDS: 500 Go - Intel HD Graphics 4600 Quasi toutes les caractéristiques.	8400 dhs	Fiche technique
HP		HP ENVY RECLINE 23" (E8T72EA)	Energy Star	Intel Core i5-4570T 8 Go 1 To LED 23" Tactile IPS NVIDIA GeForce GT 730M Wi-Fi N/ Windows 8 64 bits Capacités supérieures pour RAM et Disque dur.	16000 dhs	Fiche technique
Acer		Acer Extensa EM2610	Directive RoHS Energy Star	Intel® Core i5-4460 (3.40 GHz, 6MB cache) - RAM 4 GB DDR3 - SATA 500 GB - Carte graphique Intel HD Graphics - FreeDOS- Gigabit Ethernet - 6x USB 2.0, DVI, Réseau (RJ-45) Principales caractéristiques.	7000 dhs	Fiche technique
HP		HP ProDesk 400 G2 MT + Ecran 20"	Energy Star	Intel Core i5-4590S (4 cœurs), 3 GHz - RAM 4 GB DDR3 - SATA 500 GB - Carte graphique Intel HD Graphics 4400 - FreeDOS - (2) USB 3.0, (4) USB 2.0, 1 port série, (1) VGA, (1) DVI-D, 2 ports	8700 dhs	Fiche technique

	(L3E91EA)		PS/2, (3) PCIe x1, (1) PCIe x16 - DVD+/-RW SuperMulti avec écran 20" LED HP Quasi toutes les caractéristiques		
HP	Ordinateur de bureau HP Pavilion 500-530nkm avec écran HP LED W2072a 20 pouces (L0W59EA)	Energy Star	Intel® Core i5-4460S (4 cœurs) 2,9/3,4 GHz Turbo Boost - RAM 4 GB DDR3 - SATA 500 GB 7200 tr/min - Carte graphique AMD Radeon R7 240 4 GB DDR3 - FreeDOS - LAN Gigabit Ethernet 10/100/1000 intégré - Graveur DVD SuperMulti SATA - Audio DTS haute définition 5.1 - Lecteur de cartes mémoires 6-en-1 avec écran 20" LCD à rétroéclairage LED 1600 x 900 Quasi toutes les caractéristiques	8800 dhs	Fiche technique
DELL	DELL Inspiron 3459	Energy Star Epeat	DELL Inspiron 3459 23.8 White Cover for Touch 23.8-inch FHD (1920x1080) Truelife LED-Backlit Touch Display with Wide Viewing Angle (IPS) 8GB 1 DIMM (1x8GB) DDR3L 1600Mhz, 1TB 5400 rpm SATA Hard Drive, Windows 10 Home 64bit, 802.11ac + Bluetooth 4.0, 1x1, 1Yr Partner Led Carry In Service + Dell Wireless Keyboard and Mouse-KM636	12800 dhs	Fiche technique
APPLE	APPLE IMAC 21,5" (ME086F/A)	Energy Star Epeat	Tout en un écran 21,5 pouces- Processeur Quadricoeur Intel Core i5 à 2,7 GHz - Puce graphique Intel Iris Pro - Mémoire vive 8 Go - Disque dur 1000 Go- Principales caractéristiques, autres.	16400 dhs	Fiche technique

- **Ordinateurs personnels**

Processeur Intel CORE i5	Marque	Modèle	Label	Principales caractéristiques	Prix	Plus d'info
HP		HP PAVILION NOTEBOOK - 15-AB203NK (P1C07EA)	Energy Star	Intel® Core i5-6200U 2,3 /2,8 GHz Turbo (2 cœurs) - RAM 6 GB DDR3L - SATA 1 TB 5400 tr/min - Carte graphique NVIDIA GeForce 940M 4 GB DDR3L - Ecran 15,6" HD BrightView à rétroéclairage WLED- Windows 10 Famille 64Bits - Wi-Fi 802.11b/g/n (1 x 1) et Bluetooth® 4.0 - Graveur	8500 dhs	Fiche technique
HP		HP Notebook	Energy	HP Notebook - 15-ac103nk Intel Core i5-5200U (2 cœurs) 2,2 GHz	5500 dhs	Fiche

	15-AC103NK	Star	Ecran : 15,6" HD BrightView à rétroéclairage WLED 1366 x 768 Carte graphique Intel 5500- RAM: 4GB- Capacité disque : 500GB- OS : FreeDos		technique
TOSHIBA	Toshiba Pc portable i5 SATELLITE NOIR L50-B-1RX	Energy Star Epeat	Intel Core i5-4210 - RAM 6 GB DDR3L - SATA 500 GB - Ecran 15,6" TruBrite® HD haute luminosité, format 16/9eme, avec rétro-éclairage LED 1366 x 768 pixels - Carte graphique Intel HD Graphics 4000 - Windows 8 64bit - 2.2 kg - Fast Ethernet - WiFi LAN 802.11b/g/n + Bluetooth® 4.0 + LE - Haut-parleurs DTS® Sound™ - Graveur DVD - Webcam intégrée	6800 dhs	Fiche technique
LENOVO	LENOVO THINKPAD PC PORTABLE (T440P)	Energy Star Epeat	Processeur Intel Core i5 - 4200M (Dual - Core 2.5 GHz - cache 3 Mo) - 4 Go de mémoire DDR3 - Ecran de 14" avec résolution HD+ (1600 x 900) - Sortie mini DisplayPort, pour le raccordement à un écran HD - SSD de 256 Go - Clavier "Thinkpad" - 4 ports USB 3.0 - Jusqu'à 10 heures d'autonomie (en fonction de l'utilisation)	11200 dhs	Fiche technique
SONY	SONY VAIO PC PORTABLE (SVF15218SF WN)	Energy Star	Intel Core i5-3337U /1.80GHz - RAM 4GO - HDD 500GO - NVIDIA GeForce GT 740M - Ecran 15.6" - Windows 8 - BLANC	8000 dhs	Fiche technique
DELL	Dell Latitude 15 série 3000 (3560) (N002L35601 5EMEA)	Energy Star Epeat	Intel Core i5-5200U 2.2 GHz/2.7 GHz Tubro (Dual Core) - RAM 4 GB DDR3L - SATA 500 GB 7200 tr/min - Ecran 15,6" LCD HD avec technologie antireflet 1366 x 768 - Carte graphique Intel HD - Linux - 2,06 kg - Wi-Fi 2.4GHz/5Ghz + Bluetooth 4.1 LE - Gigabit Ethernet - Lecteur de carte SD - Webcam intégrée -	7800 dhs	Fiche technique
DELL	DELL Latitude E5470 - 14 série 5000 (N009LE547 0U14EMEA _UB)	Energy Star Epeat	Intel Core i5-6200U 2.3 GHz (Dual Core) - RAM 4 GB DDR4 - SATA 500 GB 7200 tr/min - Ecran 14" LCD HD avec technologie antireflet 1 366 x 768 - Carte graphique Intel HD - FreeDOS - 1,76 kg - Wi-Fi + Bluetooth 4.2 - Ethernet 10/100/1000 - Lecteur de carte mémoire SD 4.0 - Connecteurs : 3x USB 3.0, HDMI, VGA, RJ-45, Prise jack audio - Webcam intégrée	9900 dhs	Fiche technique

Ainsi, on constate, pour cet exemple de commande ministérielle, que l'offre est assez diversifiée. On remarque également à travers les recherches, que la marque HP est la plus répandue, c'est-à-dire, la plus commercialisée.

Au niveau des prix, ces derniers sont le reflet des caractéristiques des ordinateurs. On ne peut pas décrire une corrélation explicite entre les prix et les labels des ordinateurs.

2.2. Les ordinateurs labellisés sont principalement produits par des marques étrangères

2.2.1. La commercialisation des ordinateurs

Actuellement, **il n'existe pas d'offre nationale d'ordinateurs labellisés**. Etant donné qu'il n'y a pas de production d'ordinateurs au niveau national, la principale source de ces produits est l'importation donnant lieu à la commercialisation de ces produits par des entreprises, principalement des PME et de grandes entreprises spécialisées dans l'informatique et la bureautique. Ces entreprises sont largement présentes dans le pays. On peut citer les grandes et moyennes surfaces comme Marjane, Carrefour Hyper, Aswak Salam, les sites Internet comme Jumia, Iris, la Fourniture Pro, My Store, Ton Pc, des enseignes commerciales comme la Fnac, Virgin, Cosmos, Electro Planet, Biougnach, Microchoix, Bestmark, ETCE Info, Surcouf...

2.2.2. Engagement des producteurs d'ordinateurs

La majorité des producteurs d'ordinateurs affichent leur engagement en matière d'environnement. Ceci se traduit par l'adoption de labels écologiques et d'une politique verte dans le cadre de la responsabilité sociale des entreprises (RSE). Elle se traduit notamment par l'adoption de labels écologiques. Dans le cas à l'étude, il s'agit des labels ENERGY STAR et EPEAT, mais aussi d'un engagement plus prononcé au niveau de la production des ordinateurs.

Prenons le cas de l'entreprise TOSHIBA, qui, en alliant les deux labels, dispose de l'ISO 14001 Management Environnemental pour tous ses 175 sites de construction et de montage.

L'entreprise SONY affirme son implication dans le développement de technologies environnementales afin de réduire notre impact sur l'environnement. De plus, l'entreprise cherche également à réduire l'impact environnemental dans ses gammes de produits. Ces efforts sont déployés dans des designs compacts et économes en énergie qui réduisent le gaspillage des ressources et la consommation d'énergie.

Dell met en avant son engagement en explicitant sa conception de l'environnement, à travers : «

- **Choix des matériaux plus intelligent** : matériaux respectueux de l'environnement comme le plastique recyclé.
- **Écoresponsabilité** : réduction de 25 % les coûts énergétiques liés aux ordinateurs portables et de bureau.
- **Fin de vie et réutilisation** : étant donné les difficultés que pose le traitement des colles et des adhésifs pour les recycleurs, mise au point d'autres méthodes, comme des systèmes de montage par attaches, pour parvenir aux mêmes objectifs de conception.
- **Standards environnementaux** : ENERGY STAR, EPEAT et le programme 80 PLUS. »

De même l'entreprise HP, comme les autres producteurs, explicite les efforts déployés et les certifications obtenues labellisant ses produits, il s'agit principalement des labels Energy Star et EPEAT ainsi que d'autres normes/ certifications. C'est également le cas des marques ACER et LENOVO.

Les ordinateurs de l'entreprise APPLE sont certifiés EPEAT et Energy Star.

APPLE adopte une approche innovante en matière de protection de l'environnement :

- Installation de nouvelles centrales solaires afin de réduire l'empreinte carbone.
- Choix de matériaux plus écologiques pour créer des produits et des procédés de fabrication plus sûrs.
- Protection des forêts exploitables
- Réinvention du recyclage des appareils en utilisant des robots.







Ainsi, ces entreprises étrangères, multinationales affichent toutes leur implication et leur engagement pour une production verte et pour la diminution de leurs impacts environnementaux. Les produits de ces entreprises étrangères sont présents sur le marché marocain par le biais d'entreprises distributrices et commerciales.

3. LE NETTOYAGE ET L'ENTRETIEN DES BUREAUX / DETERGENTS

3.1. Disponibilité des produits sur le marché marocain

La disponibilité des détergents verts est remarquable au niveau des grandes et moyennes surfaces, magasin de bricolage, et enfin, particulièrement dans les magasins bios. Notre enquête, portée dans un premier lieu sur les produits d'hygiène, a permis de recenser les marques et produits d'entretien dans le tableau ci-dessous.

Nous nous sommes penchés sur trois catégories, les détergents sols, les nettoyeurs lessive que ce soit liquide ou en poudre et enfin les liquides vaisselles.

Produit	Marques	Enseigne
Nettoyant sol	Plushine « bio-line » 	Magasin de bricolage
	Carolín 	Grande Surface (GS)
	L'Arbre Vert 	GS
	Ecodoo 	Magasin bio
Nettoyant lessive : liquide et en poudre	L'Arbre Vert 	GS
	Etamine du Lys 	Magasin bio

	La droguerie écologique		Magasin bio
	Apta		GS
Liquide vaisselle et liquide main	L'Arbre Vert		GS

Dans une première enseigne et dans la catégorie détergent pour sol, nous retrouvons un seul produit écologique : « Nettoyant pour sol Bio » de la gamme bio de la marque PluShine, parmi 15 autres marques de détergents surface. Il s'agit d'un « nettoyage microbiologique » reposant sur l'action d'enzymes.

Dans une autre grande surface, nous distinguons également le détergent Carolyn, à base d'autres d'ingrédients naturels. Cette composition naturelle révèle le souci de la marque pour l'environnement. Pour ce magasin, on ne compte que ce produit écologique parmi 16 marques proposées conventionnelles. Dans cette même enseigne, deux produits écologiques ont été identifiés, parmi 12 autres.

- L'Arbre Vert : C'est une lessive liquide s'annonçant écologique avec d'une part ses labels et son efficacité optimisant la consommation énergétique.
- Apta, Lessive Ecologique : Il s'agit d'une lessive appartenant à la gamme AptaEcologic, éco labellisée, de la filiale Intermarché.

De même on retrouve, toujours dans la gamme écologique de la marque l'Arbre Vert, un produit, optimisé et efficient, à double usage, à la fois pour la vaisselle et pour les mains.

Comme nous pouvons le constater, la disponibilité de produits verts directement sur les grandes et moyennes surfaces est limitée :

- D'une part, la part que représentent ces produits écologiques dans les rayons n'excède pas 10% : elle varie entre 6 et 8-9%.
- D'autre part, nous disposons rarement, au sein d'une même et unique surface, de toute une gamme écologique avec tous les produits/ sous-produits du rayon entretien.
- Néanmoins, dans la franchise Carrefour, on retrouve des produits écologiques de la même marque Carrefour, bien qu'ils ne soient pas aussi diversifiés et nombreux qu'au sein de ses magasins français.

Cependant, avec l'émergence de l'utilisation d'internet au Maroc et précisément le développement du e-commerce et du e-marketing, des sites commerciaux proposent des services d'achat et de courses en ligne, à l'instar de :

<http://lemarche-maroc.com/> et <http://livraison.epicerie.ma/>

Ces sites de vente/courses en ligne proposent une gamme écologique plus exhaustive que celle proposée par les grandes et moyennes surfaces, notamment à travers une rubrique de produits écologiques.

Mise à part les types d'enseigne précédent, on retrouve également le magasin bio « La Vie Claire » qui ne propose que des produits écologiques et des produits naturels. On y retrouve d'autres marques, comme :

- *Ecodoo: produits labellisés, biodégradables et composés d'ingrédients naturels.*
- *Etamine du Lys : écodétergent*
- *La droguerie écologique, à même vocation, produit d'origine naturelle.*

3.2. Des producteurs principalement étrangers

3.2.1. L'importation, comme principale source des détergents écologiques

Le recensement des produits écologiques révèle la présence exclusive de produits étrangers, principalement français. Ainsi nous pouvons dire que l'importation est l'unique source de ces produits verts.

D'une part nous retrouvons l'entreprise K-Dis qui est une entreprise, leader marocain dans la distribution de marques écologiques dans les grandes et moyennes surfaces et épiceries modernes. Elle est spécialisée dans l'import de plusieurs marques dont la gamme écologique L'Arbre Vert. Son activité, outre l'importation réside dans le positionnement des marques dans le marché, chez le détaillant moderne et traditionnel tout en évaluant les attentes et appréciations du consommateur. L'importation des produits verts par cette PME a débuté en 2008.

De même, la franchise La Vie Claire Maroc, grand magasin bio, importe directement ses produits dans la même perspective que les magasins La Vie Claire situés en France.

L'implantation du distributeur mondial Carrefour au Maroc depuis 2009 participe également à la distribution et à la commercialisation des produits verts. La diffusion de ces produits se fait donc essentiellement par les grandes et moyennes surfaces et épiceries modernes.

3.2.2. Des produits durables d'origine étrangère

Le marché marocain ne dispose que de marques étrangères, européennes :

➤ **L'Arbre Vert**



L'Arbre Vert est une entreprise française qui développe et fabrique des produits d'entretien écologiques commercialisés en grandes et moyennes surfaces. C'est sous cette marque que l'entreprise Novamex fabrique et conditionne ces produits au sein de sa filiale Quadripack.

L'Arbre Vert est écolabellisée par la certification Ecolabel Européen.

➤ **Plushine :**

Cette marque néerlandaise ne divulgue aucune information. Bien que le produit contienne des informations à l'arrière du produit, le site web de la marque n'est pas accessible. Le produit concerné affiche les mentions « biodégradable » et « bio-line » (c'est-à-dire, 'gamme bio'). Cependant, il ne dispose d'aucun label écologique comme ceux cités plus haut.



➤ Carolin

Carolin est une entreprise française remontant aux années 60 et située dans le Nord de la France. C'est une entreprise fabricant des détergents et produits d'entretien à base d'ingrédients naturels tels que le savon noir, l'argile blanche, vinaigre blanc et huiles essentielles. Carolin s'engage pour l'environnement et tous ses produits portent la mention « sustainable cleaning ». Carolin est engagé dans la Charte pour le Nettoyage Durable de l'A.I.S.E (Association Internationale de la Savonnerie, de la Détergence et des Produits d'entretien).



➤ AptaEcologic

AptaEcologic est une marque de la Sélection des Mousquetaires, d'Intermarché s'engageant dans le développement durable.



La marque s'engage d'avoir : « un impact écologique minimisé (production, transport, consommation, recyclage). »

Les produits de la gamme écologique AptaEcologic sont labellisés Ecolabel Européen, mais l'entreprise ne divulgue pas plus d'informations concernant les méthodes de production.



➤ Ecodoo

Entreprise suisse de fabrication de « détergents écologiques » conformes au label Ecocert et des emballages à impact réduit et biodégradables.

➤ Comptoir des Lys :

Entreprise française qui a écolabellisé sa gamme Etamine du Lys en 2007 par Ecocert.

Toutes ces marques se veulent écologiques. Elles sont majoritairement récentes, début des années 2000 ou sont relativement anciennes mais ont su développer des produits conformes aux exigences environnementales du nouveau contexte.

3.2.3. Des entreprises engagées en faveur de l'environnement adoptant des stratégies durables

Les stratégies durables des entreprises apparaissent dans le mode de fabrication, notamment les lieux de production répondant aux normes ISO 14001, ce qui révèle leur mise en place d'un management environnemental. A ce jour, aucune entreprise marocaine de production de détergents n'intègre encore cette norme.



ISO 14001



La norme ISO 14001 définit des règles d'intégration des préoccupations environnementales dans les activités d'organisme afin de maîtriser les impacts sur l'environnement. Elle concerne les aspects environnementaux liés aux activités, produits et services de cet organisme.

Il s'agit d'une norme internationale définie par l'organisation mondiale de normalisation (ISO - le terme ISO signifiant International Standard Organisation) regroupant environ 140 pays.

Jusqu'en 2013, une quarantaine d'entreprises marocaines ont adopté la norme ISO 14001. Ces entreprises sont essentiellement industrielles, dont SOMAS, spécialisée dans le stockage de gaz propane liquide, ou encore, la Société Métallurgique, d'Imiter, Ciments du Maroc, Lafarge Maroc, l'exportateur national Marsa Maroc, Super Cerame, filiale d'Ynna Holding spécialisée dans la fabrication de céramique et la chaîne. C'est également le cas de la BMCE Bank qui s'est engagée en faveur de l'environnement en 2008, du port Tanger Med en 2016 et de la chaîne hôtelière IBIS.

Ces exigences spécifiques ont pour but la mise en place et l'intégration de la variable environnementale au sein de l'organisation, en mobilisant le personnel, les installations, processus... L'application de cette norme implique une nette réduction de plusieurs impacts (CO₂, combustibles, eau, énergie).

<i>Marques</i>	<i>ISO14001</i>	<i>Usine de production/Faible impact sur l'environnement</i>	<i>Composés biologiques</i>	<i>Emballages responsables</i>	<i>Emballages recyclables</i>
L'Arbre Vert	X	X	X	X	X
Carolin			X		X
Ecodoo		X	X	X	X
Plushine	Pas d'informations	-	-	-	-
Droguerie écologique		« Soft Impact » Indice Carbone maîtrisé	X	X	X
Comptoir des Lys		X	X	X	X
Apta		X		X	X

3.2.4. Analyse des prix et comparaison avec les produits conventionnels

Ces marques européennes se distinguent par leur respect pour l'environnement et leur engagement pour la nature.

Mais quel est le coût, le prix à payer pour consommer vert?

Le tableau comparatif ci-dessous a été élaboré à partir de prix recensés dans les magasins et les sites de e-commerce marocains et européens des produits verts.

	Marques	Prix	Prix/L	Prix en Euros	Différence prix
Nettoyant pour sol	Plushine-bio 1L	27,9	27,9		
	L'ARBRE VERT 1,25 L	35,4	28,32	2,45	24%
	Carolin 1L	39	39	3,49	2%
	Ecodoo 5L	342,5	68,5	30,2	3%
Marque écologique		Prix moyen	40,93		
	Doussy 1L	14,25	14,25		
	Mr Propre 1L	13	13		
	Maxis 1L	14,15	14,15		
	Aquasol 5L	72	14,4		
Marque non écologique		Prix moyen	13,95		
	Ecart des deux types	↗	66%		
Lessive liquide	Apta lessive écologique 1l	59,5	59,5	4,76	12%
	Arbre Vert 2l	101,2	50,6	8,29	10%
Marque écologique		Prix moyen	55,05		
	Ariel 1,8 L	85,9	47,72		
	Econet 1 L	26,15	26,15		
	Doussy 3 L	67,7	22,57		
Marque non écologique		Prix moyen	32,15		
	Ecart	↗	42%		
Lessive poudre	L'Arbre Vert 2,5 kg	192,85	77,14	8,65	51%
	Pailletes savon La droguerie écologique 1kg	106,00	106	9,6	0%
	Etamine du Lys	184,00	92	14,55	13%
Marque écologique		Prix moyen	91,71		
	Ariel 3 Kg	101,9	34,0		
	OMO 3,75	132,75	35,4		
	Tide 4,5	110,2	24,5		
Marque non écologique		Prix moyen	31,3		
		↗	66%		
Liquide vaisselle et m	L'Arbre Vert 500ml	34,23	68,46	1,35	57%
Marque écologique		Prix moyen	68,46		
	Maxis 750 ml	12,4	16,53		
	Fairy 700 ml	13,23	18,9		
Marque non écologique		Prix moyen	17,72		
	Ecart	↗	74%		

Les données de ce tableau montrent que le prix des détergents et produits d'entretien tels qu'ils sont vendu sur le marché marocain sont :

- plus chers que les produits conventionnels : la différence est assez remarquable. Les prix des produits verts sont de 40 à 75% plus élevés que les produits d'entretien conventionnels (importés ou produits localement).
- Ces produits importés sont plus chers sur le marché marocain par rapport au marché européen (notamment français). Les différences de prix sont plus ou moins marquantes : pour un même produit, les prix peuvent aller jusqu'au double. C'est le cas par exemple de la lessive en poudre et du liquide vaisselle de la marque L'Arbre Vert.

3.3. Développement des éco-détergents au Maroc

3.3.1. Obstacles au développement d'une offre locale

A partir des éléments précédents, nous pouvons conclure l'absence de marque de détergents écologiques de production marocaine sur le marché. Le principal obstacle pour le développement de ce type de produit est le **surcoût de l'investissement lié à l'éco-conception** ainsi que le **coût de la certification écologique**. L'augmentation du prix final des produits risque de contraindre la compétitivité des entreprises lors de cette phase de transition écologique.

En effet, le prix des produits verts importés est en moyenne de 40 à 75% supérieur aux produits conventionnels, comme vu précédemment dans l'analyse des prix. De plus, il ne s'agit pas de composés chimiques mais de formules qui tendent vers des composés naturels. De ce passage de la chimie vers la biochimie résulte l'augmentation du coût de revient.

L'article de la revue électronique Magress, dans son article « ISO 14000 : le Maroc à la traîne » paru le 05/03/2015, évoque cette réalité marocaine où la conscience environnementale des entreprises reste peu développée et reste freinée par le coût financier : « Mais, qu'en est-il des entreprises marocaines ? Sont-elles sensibilisées aux enjeux économiques et environnementaux d'un tel processus ?

En réalité, non. Les entreprises sont à la traîne en matière de mise en place d'un système de management environnemental. Ainsi, seules 50 sociétés sont certifiées ISO 14001. Celles qui sont certifiées ou ont entrepris ce processus, sont soit des multinationales, soit des fournisseurs d'entreprises qui exigent cette certification ou encore des entreprises exportatrices. [...] Il y a d'abord le coût financier qui reste le principal frein. [...] Pour avoir une idée du coût, et d'après les estimations de notre auditeur, la certification ISO pour PME peut atteindre 36.000 DH. Ce montant varie en fonction de la taille de l'entreprise. »

De surcroît, le 2^{ème} obstacle est lié au faible pouvoir d'achat marocain et au revenu minimal SMIG, dans un contexte de croissance difficile qui ne permet pas de favoriser ce type de consommation par toute la population. Ce qui pourrait expliquer l'absence de produits écologiques marocains sur le marché.

3.3.2. Opportunités potentielles pour la production locale

Néanmoins, une recherche sur internet a permis de retenir le produit écologique **SAPONINO**⁴. Il s'agit de la marque marocaine **KIK BIO** qui propose une lessive bio, 100% naturelle à base de Racines de Saponaires et d'huile essentielle de lavande.

La particularité de ce produit est qu'il est produit localement, dans la région de Marrakech, à partir d'ingrédients naturels cultivés dans l'Atlas.

Un premier contact avec le producteur affirme que ce produit est commercialisé sur le marché local de Marrakech et ses environs. Ceci suggère d'éventuelles difficultés quant à l'expansion du produit, des difficultés qui seraient liées à l'introduction dans le marché (concurrence des produits importés vis-à-vis de leur implantation sur le marché, la qualité proposée et la fiabilité de l'aspect écologique) ou à la production : nécessité de moyens pour le développement de l'activité.

⁴<https://www.youtube.com/watch?v=F4Pwx4WTHTE>

Bien que ces détergents et produits d'entretien écologiques marocains soient quasiment inexistant sur le marché, le principe du produit écologique est fort intéressant. En effet, comme mentionné et observé précédemment, ces produits reposent sur des ingrédients/tensioactifs naturels afin de remplacer les éléments chimiques nocifs à la fois pour la santé et pour l'environnement. Nous avons vu que plusieurs produits importés reposent sur la chimie végétale, par exemple les huiles essentielles, le vinaigre blanc et le savon noir. Ceci représente une potentialité de développement pour des marques marocaines puisque l'un des composants, à savoir le savon noir, est un produit 100% marocain (et qui est même importé par ces entreprises européennes pour leur production) : une pâte végétale et huileuse sans aucun grain, obtenue à partir d'un mélange d'huile et d'olives noires broyées et macérées dans du sel et de la potasse. D'autre part, l'intégration de cette politique d'achat par les administrations publiques comporte une double utilité puisqu'en choisissant d'importer des produits écologiques, l'offre locale pourrait se développer pour répondre à la demande des administrations publiques.

4. L'ALIMENTATION ET RESTAURATION COLLECTIVE

4.1. Disponibilité de ces produits

L'agriculture biologique est génératrice de produits respectant à la fois l'environnement dans ses méthodes et respectant l'homme, en excluant l'utilisation d'engrais et de matières chimiques. Sur le marché, nous notons la présence principale des produits bio des marques Les Domaines Agricoles et Primeur Biologique du Souss, productrices locales de fruits, légumes et aromates biologiques au Maroc. Ces acteurs sont présents sur les grandes et moyennes surfaces, les supermarchés et les petits commerçants de proximité dans le cadre d'exploitations agricoles biologiques. Les produits de la gamme Les Domaines Bio appartenant à l'entreprise Les Domaines Agricoles sont les plus répandus. Nous retrouvons une grande diversité de fruits, légumes, salades et plantes aromatiques disponibles sur le marché et via leurs catalogues en ligne. Ces derniers offrent plus d'une trentaine de variétés.

Voici un aperçu des légumes proposés par la gamme Les Domaines Bio

COURGETTE NOIRE BIO Banquette 500 grs  8.980 ks/ Unité Ajouter au panier	COURGETTE RONDE Banquette 500 grs  8.750 ks/ Unité Ajouter au panier	HARICOT VERT Banquette 500 grs  12.750 ks/ Unité Ajouter au panier
NAVET JAUNE BIO Banquette 1kg  17.500 ks/ Unité Ajouter au panier	NAVET ROSE BIO Banquette 1kg  17.500 ks/ Unité Ajouter au panier	OIGNON BLANC BIO Filet 2 Kg  19.000 ks/ Unité Ajouter au panier
OIGNON ROUGE BIO Filet 2 Kg  19.000 ks/ Unité Ajouter au panier	PIMENT FORT Banquette 250 grs  2.880 ks/ Unité Ajouter au panier	POIREAU BIO Botte 500 grs  18.500 ks/ Unité Ajouter au panier
POIVRON CARRÉ PANACHE Sachet 500 grs  9.480 ks/ Unité Ajouter au panier	POIVRON CARRÉ ROUGE Banquette 500 grs  9.250 ks/ Unité Ajouter au panier	POIVRON CARRÉ VERT Banquette 500 grs  8.750 ks/ Unité Ajouter au panier

2 <http://www.lesdomainesagricoles.com/>

4.2. Offre de ces produits

En ce qui concerne l'offre des produits : fruits, légumes et plantes aromatiques, l'une des entreprises leader dans ce domaine est « Les Domaines Agricoles », une entreprise marocaine. Les Domaines Agricoles a été créée en 1960 et est depuis devenu leader dans la production agricole. Elle s'est donnée comme mission de créer de la valeur ajoutée tout en contribuant au développement rural et en respectant l'environnement. Elle est présente sur l'ensemble du territoire et détient plusieurs gammes de produits.

Les Domaines Bio proposent deux catégories de produits : huile d'argan et fruits et légumes : sans engrais ni pesticides chimiques de synthèse. Tous ses produits sont certifiés par l'organisme étranger Ecocert.



Primeur Biologique du Souss est également un producteur biologique marocain. Il regroupe plusieurs sites de production implantés dans la région du Sous, près d'Agadir.

En 1994, l'entreprise prend le nom de « NaturaPrim » jusqu'en 2007, avant de s'appeler Primeur Biologique du Souss. Pour commercialiser des produits biologiques en Europe, PBS respecte un cahier de charges particulier et est certifié par Ecocert. PBS est également certifié Global-cap pour la vente en grandes et moyennes surfaces. 75% de ses produits sont exportés en Europe par l'entreprise française Pro Natura, distributrice de produits biologiques, le reste est commercialisé au Maroc. PBS, c'est plus de 1000 hectares de champs avec une production diversifiée : courgette, concombres, poivrons, tomates, agrumes, bananes... Pour ce qui est de la production, PBS effectue un apport organique entre deux productions avec du fumier de bovins ou d'ovins. L'eau provient d'un barrage et alimente les différentes fermes environnantes. L'irrigation se fait par un système de gouttes à gouttes, ce qui constitue un système de production vert.

4.3. Etude comparative des prix

Comparaison des produits conventionnels et des produits bio de l'agriculture					
Type	Produit	Prix moyen des produits conventionnels	Prix Moyens Produit Bio	Ecart	Ecart moyen
Légumes	Tomates	4	14,5	72%	
	Oignons	10	9,5	-5%	
	Pommes de terre	5	12,95	61%	
	Carottes	5	17,5	71%	
	Poivrons	5,5	8,75	37%	
	Concombre épineux	8	12,95	38%	
	Courgettes	7	17,96	61%	
	Petits pois	10	79,8	87%	53%

Fruits	Citron	11	11,5	4%	
	Pommes	15	18,95	21%	13%
Salades et arômes	Salade	2	8,95	78%	
	Menthe	1	7	86%	82%

Nous voyons clairement que les produits bio engendrent un coût supplémentaire par rapport aux produits conventionnels, pouvant aller jusqu'au double et même au-delà.

4.4. Perspectives de développement de l'agriculture biologique au Maroc

Au Maroc, il existe deux types de produits biologiques à savoir : les produits cultivés et les produits spontanés. Les espèces concernées pour ces deux types de productions sont présentées dans le tableau ci-après.

Principaux types de production au Maroc

Types de production	Espèces fruitières	Espèces maraîchères	Espèces PAM : plantes aromatiques et médicinales
Cultivées	Oranger, clémentinier, olivier, pommier, prunier, vigne, noyer	Tomate, poivron, melon, aubergine, carotte, courgette, haricot	Câprier, safran, verveine, hénérosa, lavande, jasmin, citronnelle
Produits spontanés	Arganier	Néant	Romarin, thym, sauge, cumin, origan, coriandre, laurier rose, fenouil, lavande, marjolaine, basilic, pin, camomille, armoise...

Source : IAV Hassan II, Complexe Horticole d'Agadir

La superficie totale exploitée pour les deux types de productions citées ci-dessus est estimée à environ 620.990 ha en 2009-2010.

Superficies réservées aux principales productions biologiques cultivée et spontanée

Types de production	Superficies (ha)	Régions de production
Plantations sauvages		
Arganier	400 000	Essaouira, Agadir
PAM	200 000	Taroudant, Azrou

Types de production	Superficies (ha)	Régions de production
Plantations cultivées		
Agrumes	400	Marrakech, Taroudant, Beni Mellal
Olivier	1800	Azzemour, Agadir, Marrakech
Câprier	350	Fès
Cactus	17 000	Rhamna, Sidi Ifni, Aït Ba Aamrane, Al-Hoceima, Doukala, Oued-Zem et les environs de Casablanca
Maraîchage	980	Marrakech, Taroudant, Agadir
PAM	460	Agadir, Rabat, Marrakech
Total productions bio cultivée et spontanée	620 990	

Source : IAV Hassan II, Complexe Horticole d'Agadir, 2009-2010

Régions de production

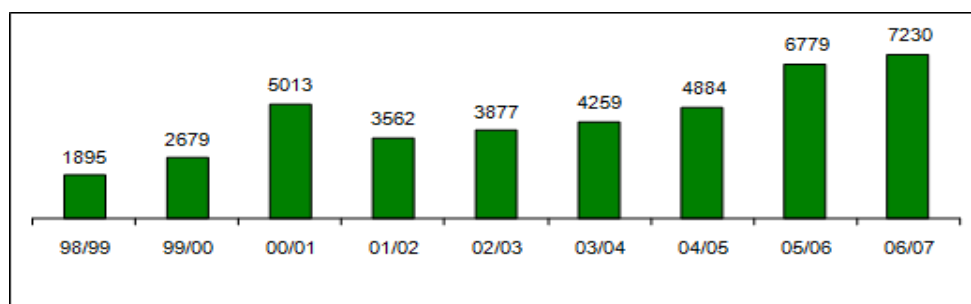
Huit régions principales sont concernées par la production biologique. Les plantations cultivées sont localisées à Rabat, Azzemour, Fès, Taza, Béni Mellal, Marrakech, Agadir et Taroudant. Les plantes médicinales et aromatiques se retrouvent au niveau de presque toutes les régions, avec cependant une spécificité de la région de Marrakech pour la verveine, Taroudant (Taliouine) pour le safran et Fès pour le câprier. La vallée de Souss-Massa ressort comme la principale région maraîchère, en raison de son climat subtropical propice pour les productions hors-saison. Certaines régions côtières (Azemmour et Rabat) sont également qualifiées pour ce genre de production.

Les productions fruitières émanent de deux régions essentielles : Marrakech et Agadir. Les autres régions fruitières du royaume telles que Meknès, Azrou, Midelt et Errachidia sont encore exclues du paysage agro-biologique actuel. Ces régions présentent cependant un potentiel énorme à exploiter.

Situation des exportations

Au cours des neuf dernières années, les exportations de produits biologiques ont connu une évolution remarquable, en passant de 1 895 tonnes à 7 230 entre 1998/1999 et 2006/2007 pour atteindre 12 500 tonnes en 2012/2013.

Exportation globale (en tonne)



Source : EACCE

Exportations par secteur (En tonne)

	98/99	99/00	00/01	01/02	02/03	03/04	04/05	05/06	06/07
PRIMEURS	1233	1904	4385	3036	2892	3332	4059	5457	5531
AGRUMES	659	773	626	492	909	890	792	1213	1110
PRODUITS TRANSFORMES	3	0	2	35	77	37	33	109	589

Source : EACCE

Les primeurs représentent la première catégorie exportée des produits biologiques avec une contribution annuelle de l'ordre 77 % dans le volume global. Durant la campagne 2010/2011, le volume de primeurs exporté était de 7512 tonnes, soit une évolution de 13% par rapport à la campagne précédente.

De façon générale, les exportations marocaines des produits biologiques se caractérisent par:

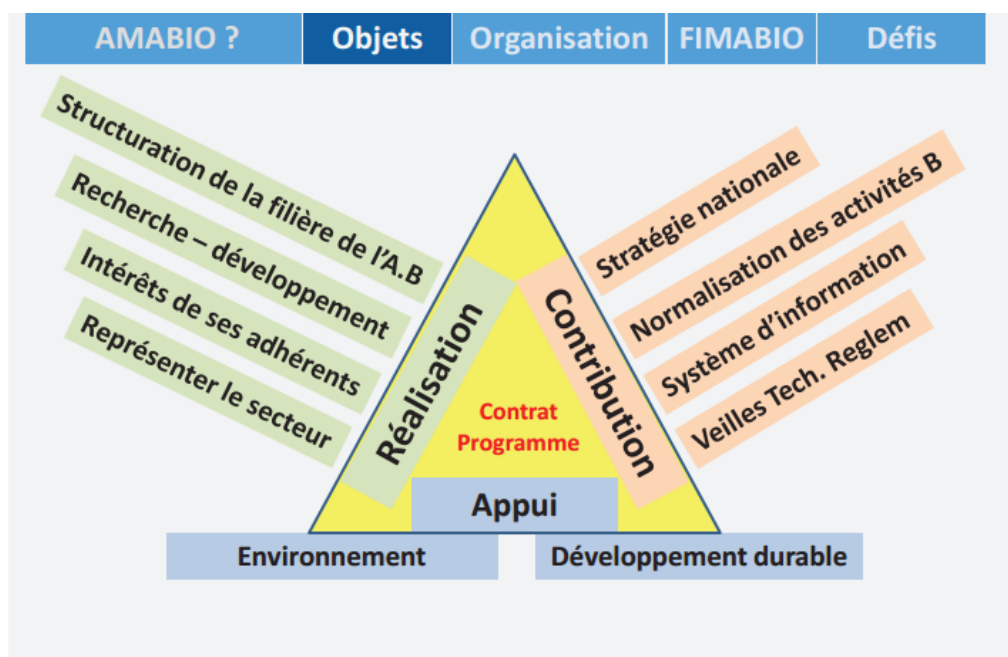
- Une forte concentration de ces exportations sur le marché français ;
- Un faible niveau de diversification des produits exportés, quatre produits représentent la majorité des exportations : tomate, courgette, navel et Maroc Late ;
- Une forte fluctuation du tonnage total exporté.

L'article publié par la revue Bioaddict paru en Mars 2014, disponible sur :

<http://www.bioaddict.fr/article/le-maroc-se-convertit-de-plus-en-plus-au-bio-a4323p1.html>, donne un aperçu sur la situation de l'agriculture biologique au Maroc en **2013**. « Ainsi en 2013, selon Amabio, la production de la filière biologique au Maroc est estimée à 50 000 tonnes et cette production a connu une hausse de 50% durant les cinq dernières années. La superficie qui lui est consacrée atteint plus de 5000 ha en 2013. Toujours selon Amabio, les exportations marocaines concernant le bio s'élèvent à 12 500 tonnes composées essentiellement de légumes et de fruits frais. »

Rappelons qu'AMABIO désigne l'Association Marocaine de la filière de production Biologique. AMABIO a été créée en Avril 2010. Elle a pour objectifs de constituer une fédération des acteurs de l'Agriculture Biologique au Maroc et d'œuvrer pour le développement et la promotion des productions biologiques à l'échelle nationale et internationale.

AMABIO est une association dont le but est de garantir le label bio au Maroc en assurant santé développement durable et commerce équitable.



Source : <https://asapmaroc.files.wordpress.com/2014/09/prc3a9sentation-des-rc3a9alisations-de-lamabio.pdf>

Ainsi, la filière d’agriculture biologique est en développement d’après les résultats mentionnés plus haut. Elle est valorisée par le Contrat-programme 2011-2020 entre l'Etat et la filière biologique que nous traiterons dans la partie suivante.

Contrat-programme 2011-2020 entre l'Etat et la filière biologique

Dans le cadre de la mise en œuvre du Plan Maroc Vert, un contrat programme d’un montant de 1,121 milliard de DH a été signé entre les Pouvoirs Publics et l’Association Marocain de la Filière des Productions Biologiques (AMABIO), en marge de la IVe édition des Assises de l’agriculture tenues le 26 avril à Meknès.

Courant jusqu’en 2020, cette feuille de route engage les signataires à améliorer la productivité de la filière biologique et sa compétitivité sur les marchés national et international. Pour cela, le contrat-programme mise sur le « développement de la composante recherche/développement et le transfert de technologie, sur l’amélioration des conditions cadres de la filière et sur l’amélioration des technologies de valorisation et des conditions de commercialisation et de promotion des produits ».

Les objectifs chiffrés de ce contrat programme sont :

OBJECTIFS 2020			
	Situation 2011	Objectifs 2020	Accroissement
Superficie (Ha)	4 000	40 000	36 000
Production (T)	40 000	400 000	360 000

OBJECTIFS 2020			
Exportations (T)	10 000	60 000	50 000
Apport en devises (millions DH)	100	800	700
Création d'emplois (millions journées de travail)	1	9	8

Afin de réaliser les objectifs fixés, les deux parties s'engagent à entreprendre, dans un cadre concerté, toutes les mesures nécessaires en vue de lever les freins au développement de la filière biologique et de façon générale, à améliorer l'environnement professionnel de cette filière.

En effet, les engagements des deux partenaires sont les suivants :

Engagements de l'Etat

- Soutien du coût de la certification des produits biologiques ;
- Contribution au renforcement de la recherche, de la formation et de l'encadrement technique des petits et moyens producteurs ;
- Mise en place d'une réglementation régissant la production selon le mode biologique ;
- Soutien des exportations des produits biologiques transformés ;
- Contribution à la réalisation d'une étude de marché et de campagnes de promotion au niveau du marché national et à l'exportation.

Engagements de la profession

- Extension des superficies et amélioration de la productivité et de la qualité des produits biologiques ;
- Mise en place de l'interprofession et agrégation des petits et moyens producteurs dans le cadre de projets intégrés ;
- Développement des exportations et diversification des marchés et des produits ;
- Contribution à la réalisation d'une étude de marché et de campagnes de promotion au niveau du marché national et à l'exportation.
 - Le coût global de la mise en œuvre des actions prévues dans le cadre de ce contrat-programme s'élève, sur la période 2011-2020, à 1,121 Milliards de dirhams, réparti comme suit
 - 835 millions de dirhams mobilisés par la profession
 - 286 millions de dirhams mobilisés par l'Etat, principalement à travers le Fonds de développement agricole.

En 2015, et d'après le document « *Stratégie de développement de la filière biologique et son impact sur la préservation de l'environnement et le développement durable* » réalisé par Mr CHIBANE ALLAL, chef de la division de la Labellisation à la Direction du développement des filières de production au Ministère de l'agriculture et de la pêche maritime, la situation en 2015 de la production bio/superficies cultivées est la suivante :

Culture	Superficie cultivée (Ha)	Production (T)
Olivier	1.070	3.210
Cultures maraîchères	942	21.680
Agrumes	760	15.200
Plantes aromatiques et médicinales (PAM) cultivées	1.700	10.116
Caroubier	1.320	9.260
Menthe- verveine	157	940
Céréales -légumineuses	488	7.808
Vigne	55	880
Autres cultures (grenadier, prunier, avocatier, câprier, safran...)	908	5.906
TOTAL	7.400	75.000

Superficies bio cultivées en 2015

En plus de la superficie cultivée s'ajoute la superficie des plantes spontanées pour un total des deux types, comme évoqué plus haut, de plus de 620 000 ha.

4.5. Obstacles et menaces face au développement de la production nationale de produits « bio »

4.5.1. Les obstacles

Encore une fois, l'obstacle principal reste le coût. En effet, ce type d'agriculture n'emploie pas d'adjuvants (engrais, pesticides) qui accroissent la productivité et donc la rentabilité pour des petites superficies. Le coût élevé peut s'expliquer aussi par des besoins en main d'œuvre qui sont plus importants car les cultures bio sont gourmandes en soin de la terre.

Néanmoins, un retour vers la production biologique suppose de renouer avec des savoir-faire anciens, tout en les complétant avec les connaissances et technologies modernes. Ceci demande une expertise, de la pratique, et peut-être un appui de l'extérieur. Ce facteur de coût élevé peut finalement être compensé par des opportunités économiques pour résorber le chômage.

Nous pouvons également citer l'obstacle culturel et l'intérêt des consommateurs pour les produits alimentaires biologiques. Cet obstacle pourrait être surmonté progressivement grâce à une campagne de sensibilisation sur les bienfaits des produits bio. Cette consommation biologique se développe au fur et à mesure depuis ces dernières années.

4.5.2. Les menaces

La menace principale à laquelle cette production peut faire face est l'export. Nous pouvons citer l'exemple de l'entreprise Primeur Biologique du Souss (PBS), qui est lié par un contrat avec l'entreprise française Pro Natura. C'est une société qui commercialise des fruits et légumes vers plus de vingt pays, principalement en Europe et au Moyen-Orient. Elle réalise un chiffre d'affaires annuel d'environ 90 millions d'euros dont près de la moitié en France.

Ainsi, PBS exporte 75% de sa production, contre 25% qui sont écoulés sur le marché marocain. Mais nous pouvons expliquer ceci par l'historique de PBS et par le contexte marocain qui commence à intégrer cette culture du bio.

4.6. Les prestations de services de restauration « bio »

4.6.1. Les paniers bios

Il s'agit d'un concept de commercialisation et de vente de produits agricoles bios, consistant en une livraison hebdomadaire de fruits et légumes, en fonction des saisons.

D'après La Vie Eco⁵, article publié en 2013, « Six distributeurs structurés se partagent le marché. Un panier varié de 12 à 15 kg est vendu entre 150 et 200 DH. Les prix sont 15 à 20% plus élevés que pour les produits de l'agriculture conventionnelle. » Parmi ces distributeurs, il y a l'entreprise Bio Assil, disposant de fermes certifiées biologiques, La Vie Claire, Essouhoul, Le Potager Bio, Bio Terroir du Maroc, Le Panier Bio Maroc... Ces entreprises sont situées sur l'axe Casablanca-Rabat. Les principaux clients sont des familles étrangères et des foyers marocains de classe moyenne.

4.6.2. La restauration collective

La restauration collective adoptant des aliments biologiques reste limitée bien que l'offre de la restauration collective est conséquente.

Le groupe **Ansamble** propose une restauration d'entreprise et d'administration avec des possibilités d'adaptation de la prestation, comme les menus autour de produits bio.

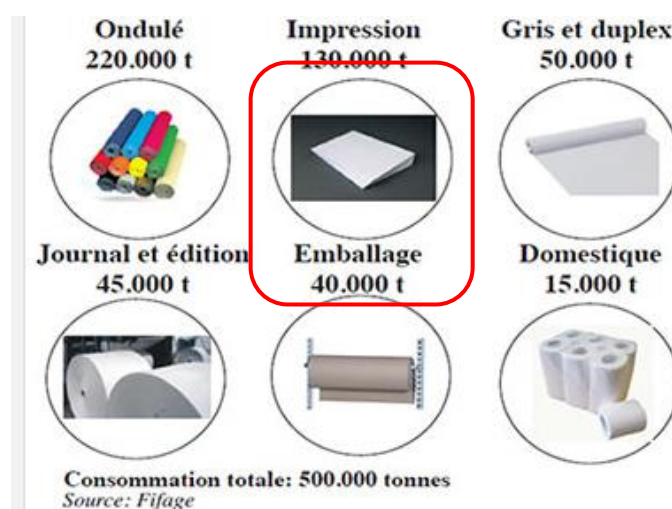
L'un des leaders de la restauration hors-foyer, **Newrest**, (en partenariat avec le Groupe Rahal) est engagé sur le plan environnemental avec des plans de réduction de consommation d'énergie mais aussi avec son offre de restauration bio. D'après le site du groupe, Newrest est présente dans 26 pays, 44% des pays demandent des produits cultivés sans pesticides et élabore chaque jour 23500 repas avec des aliments bio.

⁵<http://lavieeco.com/news/economie/agriculture-bio-les-operateurs-livrent-entre-30-et-100-paniers-de-legumes-par-semaine-26122.html#fUXbqKLJOTiJizIZ.99>

1. Evolution de la demande nationale

1.1. Le papier de reproduction

La consommation du papier, tous types compris, a été estimée en 2001 à 350 mille tonnes, dont 160 mille tonnes produites localement et 190 mille tonnes importées. Durant les 11 ans allant de 1990 à 2001, la consommation annuelle du papier par habitant au Maroc a évolué en moyenne de 3,3%, contre une croissance moyenne de la population estimée à 1,7%. Cette consommation reste faible comparée à d'autres pays tels que la France (170 kg/habitant/an). En 2013, la consommation de papier et de carton reste faible au Maroc, malgré son évolution. Elle s'élève à peine à 15kg/habitant et par an contre 200 en Europe et 300 kg/hab. aux Etats-Unis. La consommation totale, tous types confondus, a atteint les 500 000 tonnes, réparties comme suit :



D'après un article paru sur le site d'information de la Chambre Française de Commerce et d'Industrie du Maroc « conjuncture.info », en novembre 2014⁶ les prévisions de la consommation de papier par habitant à l'horizon 2015 étaient de 25 kg par habitant par an, soit une nette augmentation de la consommation de papier et donc une augmentation de la demande.

1.2. Les ordinateurs

La demande nationale en ordinateurs est reflétée par l'ensemble de la consommation nationale. L'agence Nationale de réglementation des télécommunications (ANRT) donne un aperçu sur l'évolution de l'utilisation des moyens de communication en réalisant des enquêtes annuelles. L'Agence Nationale de Réglementation des télécommunications (ANRT) a publié la 11ème édition de l'enquête nationale annuelle sur les Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) auprès des ménages et des individus au titre de l'année 2014.

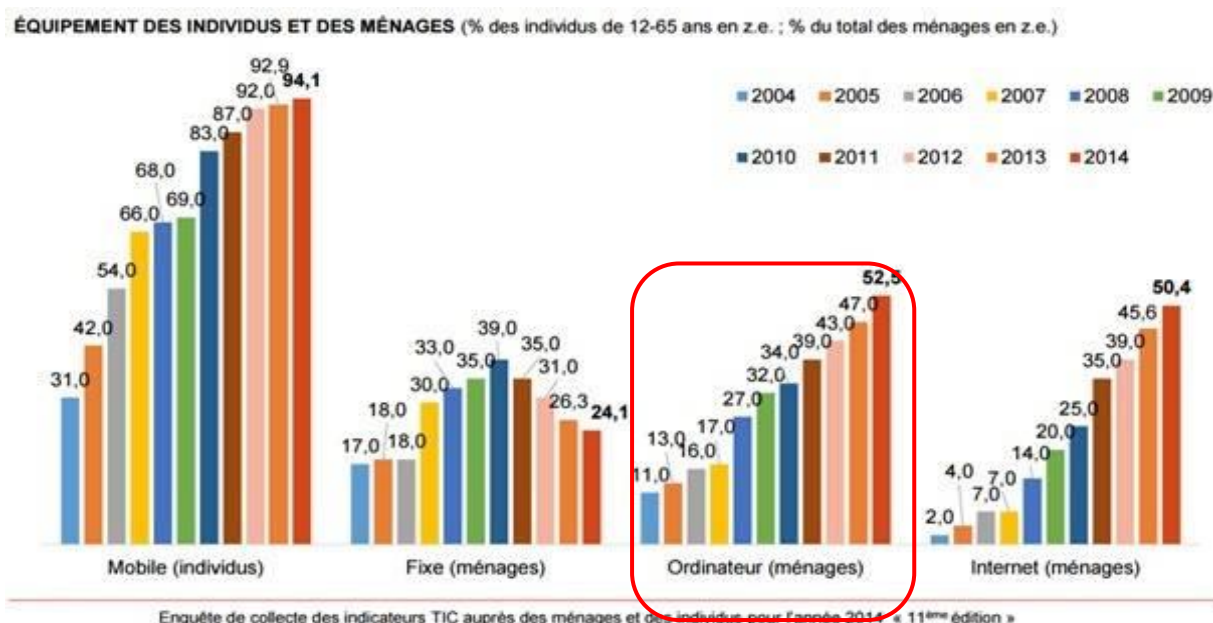
Réalisée au cours du premier trimestre de 2015, l'enquête 2014 permet de suivre à la fois les évolutions du marché des télécommunications, ainsi que certaines tendances et mutations en cours au sein de la population marocaine dont les usages se transforment, au fur et à mesure de la démocratisation de l'Internet.

Les principaux indicateurs collectés portent sur l'équipement, l'accès et l'utilisation des TIC par les ménages et les individus au Maroc mais également sur l'utilisation des réseaux sociaux.

⁶ <http://www.cfcim.org/magazine/21561>

En ce qui concerne l'utilisation des ordinateurs, elle est reflétée par la proportion des ménages équipés d'un ordinateur qui continue d'augmenter.

Ainsi, plus d'un ménage sur deux dispose d'un ordinateur en 2014, en hausse de 6 points par rapport à 2013, soit 3,8 millions de ménages équipés. 41% des ménages sont multi-équipés, avec 27% des ménages qui déclarent posséder deux appareils et 14% qui ont au minimum 3 ordinateurs. Les tablettes représentent désormais 15% du parc d'ordinateurs, contre 51,7% d'ordinateurs portables. La demande d'ordinateur est ainsi en hausse puisque 16,6% des ménages non-équipés en ordinateur ont exprimé leur intention d'acquérir un ordinateur portable au cours des 12 prochains mois. 8,2% des ménages opteront pour un ordinateur de bureau. D'après la même enquête, les principaux freins à l'achat d'un ordinateur évoqués par les ménages sont le manque de besoin (65%) et l'absence de compétences (52,5%).



1.3. Les produits de nettoyage biologique

Malheureusement, nous ne disposons pas d'informations qualitatives sur l'évolution de la demande nationale publique en produits de nettoyage biologique. Cependant, une analyse qualitative pourrait être faite en se basant sur un exemple de cahier des charges fourni par le Ministère chargé de l'Environnement.

En effet, un des articles précise bien que : « Les produits d'entretien, les équipements et fournitures nécessaires au nettoyage doivent être de bonne qualité et écologique ou Ecolabel (qui ne porte pas préjudice à l'homme et à l'environnement). Ils seront fournis par le titulaire qui demeurera, dans tous les cas, responsable des détériorations qui pourraient être constatées à l'occasion ou du fait des services de nettoyage effectués par son personnel. Les toilettes doivent être dotées de distributeur et savon liquide, des désodorisants et papiers hygiéniques de première qualité. Les produits à utiliser doivent être adéquats aux matières à traiter, doivent être de bonne qualité et fournis en quantité suffisante pour l'exécution convenable des prestations objet de l'appel d'offres. »

1.4. L'alimentation biologique

Le marché local, d'une part, souffre d'une négligence due à plusieurs facteurs tels que : augmentation des prix, manque de sensibilisation et absence de labellisation... Cependant, le consommateur marocain est intéressé par le produit biologique et ses bienfaits sur la santé.

C'est dans les années 90 que la filière de l'agriculture biologique a connu ses débuts au Maroc via des espèces fruitières, avec les olives et les agrumes comme principales cultures.

Cette méthode de production agricole s'est ensuite élargie aux espèces maraîchères, aux plantes aromatiques et médicinales (PAM), au caroubier... La demande nationale est en augmentation. Estimée à près de 40.000 tonnes en 2012, **la production biologique nationale est exportée à hauteur de 30%**. Par ailleurs, les quantités restantes sont écoulées sur le marché marocain en tant que produits conventionnels. Dans le cadre du **Plan Maroc Vert**, la stratégie de développement de la filière biologique vise la **multiplication de la production par dix**, soit 400.000 tonnes à l'horizon 2020. Elle prévoit l'exportation de 60.000 tonnes de produits seulement tandis que la part nationale, soit 340.000 tonnes, seront destinées au marché intérieur.

2. La demande des entités publiques

L'étude de la demande émanant des entités publiques repose sur leurs dépenses et les données extraites de la Morasse budgétaire 2014.

➤ *Aperçu sur les dépenses publiques réalisées en 2014*

Le tableau global (cf. annexe 1) présente l'ensemble des dépenses publiques réalisées et qui sont comptabilisées pour 38 administrations ministérielles. Certaines informations concernant quelques catégories de produits ne sont pas communiquées par certains ministères (nc). Pour pouvoir comparer les résultats, nous avons sélectionné et retenu les Ministères dont les données sont communiquées et qui présentent des budgets importants (tableau 1).

Le tableau 2 renseigne sur la répartition des dépenses par administration ministérielle.

Tableau 1 : Evolution des dépenses globales des différents ministères en milliard de Dirham entre 2004 et 2014

les administrat ions ministérielles	Année	Budget global en milliards de dirhams	Ministère de l'Agriculture et de la Pêche Maritime	Ministère de l'Education nationale et de la formation professionnelle	Ministère de l'Equipement, du Transport et de la Logistique	Administration de la Défense Nationale	Ministère de l'Energie, des Mines, de l'Eau et de l'Environnement	Ministère de l'Economie et des Finances	Ministère de l'Intérieur	les autres administrations ministérielles
Budget global (Milliards de dirhams)	2014	32.32	6.93	2.31	4.77	4.25	2.62	0.30	2.07	9.08
	2004	19.19	1.75	1.37	0.95	2.2.	0.90	6.77	0.73	

Tableau 2 : Evolution des dépenses globales des différents Ministères en pourcentage (%)entre 2004 et 2014

LES ADMINISTRATIONS MINISTERIELLES	Année	Ministère de l'Agriculture et de la Pêche Maritime	Ministère de l'Education nationale et de la formation professionnelle	Ministère de l'Equipement, du Transport et de la Logistique	Administration de la Défense Nationale	Ministère de l'Energie, des Mines, de l'Eau et de l'Environnement	Ministère de l'Economie et des Finances	Ministère de l'Intérieur	les autres administrations ministérielles
Budget (%)	2014	21,43%	7,15%	14,75%	13,15%	8,10%	0,92%	6,40%	28,10%
	2004	9,11%	7,16%	4,95%	11,46%	4,69%	35,28%	3,82%	

Ainsi on remarque que :

- Parmi les grands acheteurs, le Ministère de l'Agriculture et de la Pêche Maritime arrivent en tête avec 6,93 milliards de dirhams d'achats, soit 21.43 % de l'ensemble des dépenses des administrations ministérielles.
- Il est suivi par le Ministère de l'Equipeement, du Transport et de la Logistique et le Ministère de la Défense, dont les achats représentent respectivement 4.77 et 4.25 milliards de dirhams.

▪ **Répartition des dépenses par catégorie d'achats**

La répartition des dépenses pour l'ensemble des catégories d'achats (Tableau 3) permet d'identifier la catégorie "Achat de matériel informatique " (dont l'achat d'ordinateurs) avec un pourcentage de 35.63 %. Elles représentent plus du tiers des achats communiqués et concernés par les dépenses publiques. Les fournitures de bureau, produits d'impression, papèterie et imprimés représentent 12.26% des dépenses.

Tableau 3. Répartition des dépenses par catégorie d'achats

Départements Ministériels	Achat de matériel et mobilier de bureau	Achat de fournitures pour le matériel informatique	Fournitures de bureau, produits d'impression, papeterie et imprimés	Achat de matériel informatique et logiciel	Véhicules utilitaires	Véhicules de tourisme	Motocycles et cycles	Produits d'entretien et petites fournitures diverses	Total des achats communiqué	Budget total d'investissement des administrations ministérielles au Maroc
Budget total communiqué par catégorie d'achats (DH)	53 586 000,00	11 748 000,00	17 907 000,00	52 040 000,00	5 000 000,00	5 648 000,00	120 000,00	nc	146 049 000,00	32 319 272 000,00
% des catégories d'achats	36,69 %	8,04%	12,26%	35,63%	3,42%	3,87%	0,08%	0%	100%	

- **Répartition des dépenses par catégorie d'achats et par administration ministérielle ayant renseigné le budget relatif aux dépenses publiques pour au moins une catégorie d'achat⁷**

Sur les 38 administrations ministérielles, celles qui ont renseigné le budget relatif aux dépenses publiques pour au moins une catégorie d'achat sont les suivantes: *Ministère de l'agriculture et de la pêche maritime ; Ministère de l'éducation et de la formation professionnelle ; Ministère de l'habitat et de la politique de la ville ; Ministère de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire ; Ministère de la solidarité de la femme et de la famille et du développement social ; Ministère de l'équipement du transport et de la logistique ; Ministère de l'Energie, des Mines de l'Eau et de l'Environnement ; Ministère de la justice et des libertés, Ministère de l'artisanat de l'économie sociale et de la solidarité ; Ministère de l'emploi et des affaires sociales ; Ministère chargé des relations avec le parlement ; le Secrétariat du Gouvernement.*

Tableau 4 : Part des dépenses des principaux ministères pour les deux catégories de produits

Catégories d'achats	Administrations Ministérielles	% par rapport au budget des Ministères
FOURNITURES DE BUREAU, PRODUITS D'IMPRESSION, PAPETERIE ET IMPRIMES	Ministère de l'agriculture et de la pêche maritime	50%
	Ministère de la solidarité de la femme et de la famille et du développement social	17%
	Ministère de l'équipement du transport et de la logistique	9%
	Ministère de l'habitat et de la politique de la ville	8%
	Ministère de l'emploi et des affaires sociales	8%
ACHAT DE MATERIEL INFORMATIQUE	Ministère de l'agriculture et de la pêche maritime	11%

⁷ Les catégories incluant les détergents et la restauration biologique ne sont pas disponibles).

ET LOGICIEL	Ministère de l'habitat et de la politique de la ville	11%
	Ministère de la jeunesse et des sports	5%
	Ministère de l'énergie des mines de l'eau et environnement	4%
	Ministère de l'artisanat de l'économie sociale et de la solidarité	20%

a. Fournitures de bureau, produits d'impression, papeterie et imprimés

Pour cette catégorie d'achats, 10 administrations ministérielles (sur 38) sont renseignées avec un montant d'investissement global de 17 907 000 dirhams. On note que le Ministère de l'Agriculture et de la Pêche Maritime occupe le premier rang avec 50 % des dépenses.

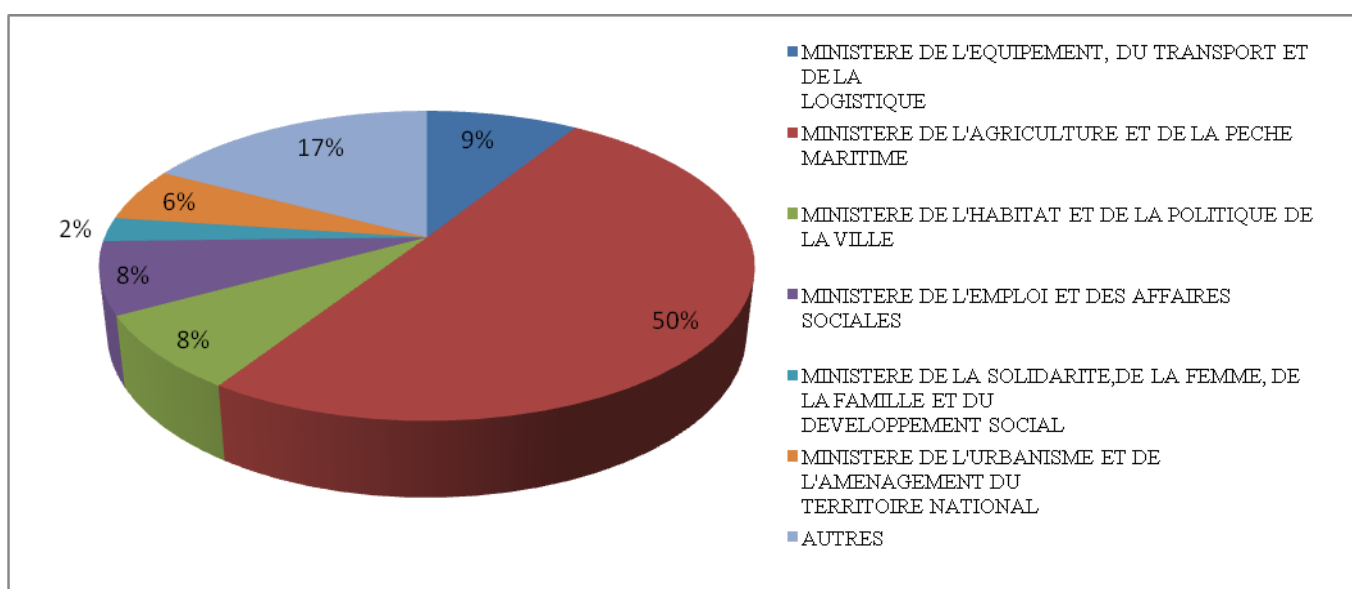


Figure 1 : Fournitures de bureau produits d'impression, papeterie et imprimés

b. Achat de matériel informatique et logiciel

10 administrations ministérielles (sur 38) sont renseignées pour cette catégorie d'achat avec un montant d'investissement global de 52 040 000 dirhams en 2014.

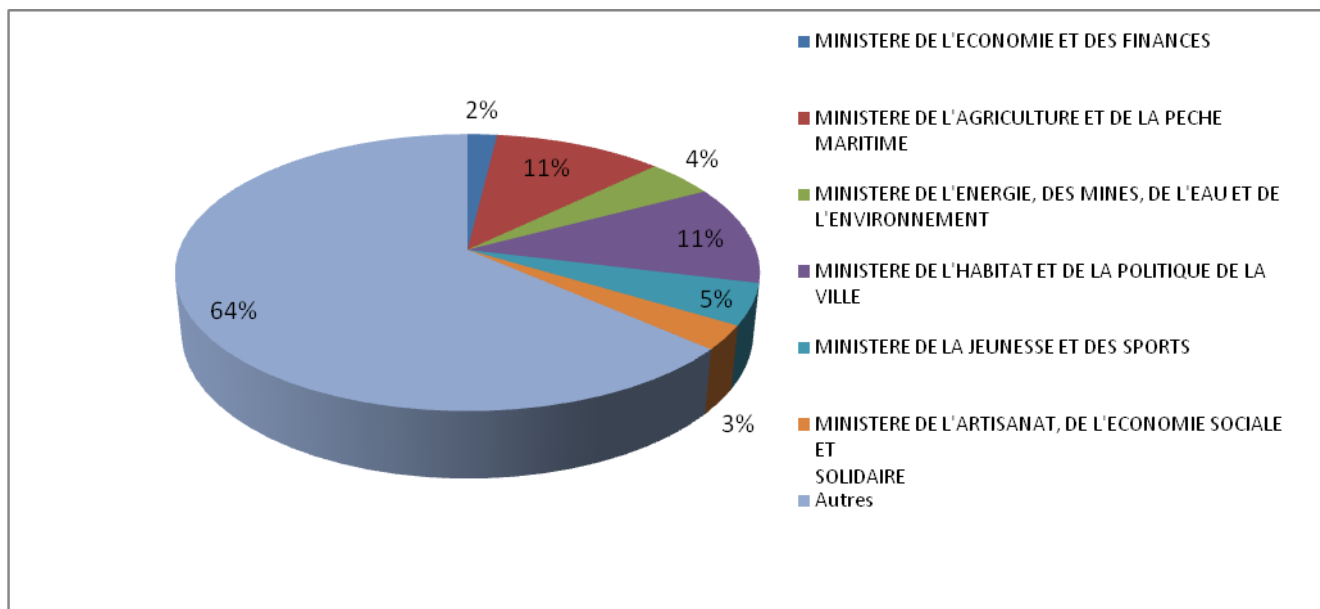


Figure 2 : Matériel informatique et Logiciel

▪ Répartition du nombre d'appels d'offres par catégorie d'achats

Le tableau 5, représente le nombre d'appels d'offres publics enregistrés en 2014 par catégorie d'achat.

Tableau 5 : Nombre d'appels d'offres selon le site : marchespublics.gov.ma⁸

Rubrique	Nombre	%
Matériel et équipements informatiques	110	25
Fournitures de bureau	52	11,8
Produits alimentaires pour usage humain	28	6,4

Ainsi, pour les trois catégories de produits renseignées, et d'après la Morasse 2014, la catégorie :

- « **Fournitures de bureau, produits d'impression, papeterie et imprimés** » représentait 11,8% des dépenses publiques et 12% du nombre des appels d'offre.
- « **Matériel et équipements informatiques** » constituait 35% des dépenses publiques et 25% du nombre des appels d'offre.
- « **Produits alimentaires / restauration collective** » formait 6,4% des appels d'offre, cependant, nous n'avons pas d'éléments concernant la part dans les dépenses publiques.

⁸ Le Portail Marocain des Marchés Publics est la plate-forme commune d'échange entre les acheteurs publics et les fournisseurs. Elle met à disposition des outils de publications et consultations en ligne pour le développement d'une administration publique efficace et transparente.

- Concernant les « **Produits d'entretien** », cette catégorie n'est pas renseignée dans la Morasse budgétaire, mais présente un grand intérêt étant donné leur fort impact environnemental.

3. Opportunités et limites de la demande des entités publiques

- Il existe de timides initiatives d'achat de produits durables. C'est le cas par exemple du Ministère Délégué Au près Du Minist re De L'énergie, Des Mines De L'eau Et De L'environnement, Charge de L'environnement, qui, dans son cahier de prescription spéciales (CPS) concernant l'appel d'offre **N° 18/DBRH/2015**, précise des spécificités écologiques concernant les papiers de reproduction. Dans le bordereau des prix, les ramettes demandées sont du papier recyclé de la marque Navigator.
- Ces appels d'offres sont une opportunité pour les fournisseurs. En effet, ces appels d'offres sont majoritairement destinés aux petites et moyennes entreprises PME et laissent place à la concurrence pure et parfaite : les appels d'offres sont ouverts sur offres de prix. Toute entreprise remplissant les conditions du CPS peut soumettre ses offres de prix.
- Cependant, les obstacles et les limites que l'on peut souligner sont:
 - Ce type de demande de produits écologiques tels que les ramettes de papier recyclé ou tout autre produit n'est pas généralisé dans toutes les administrations. Prenons le cas de l'appel d'offre réalisé par la Commune de Rabat, (Appel d'offre n°28/16/CR), le papier de reproduction demandé n'est accompagné d'aucune spécificité ou remarque quant à l'aspect écologique.
 - Dans les Cahiers de Prescriptions Spéciales, les entités publiques ne spécifient pas l'aspect écologique des produits : prenons l'exemple des CPS à l'appel d'offres n° 56/DBRH/2015 (matériel informatique dont les ordinateurs) et l'appel d'offre n° 25/DBRH/2013(achat de détergents) réalisés pour le Ministère Délégué Au près Du Minist re De L'énergie, Des Mines De L'eau Et De L'environnement, Charge De L'environnement, la description des produits ne fait pas référence à des labels écologiques ou des critères de durabilité.

E. VALIDATION DES CRITERES DE DURABILITE

Au terme de notre analyse, nous pouvons retenir pour chaque catégorie un ensemble de critères de durabilité, compte tenu de l'offre disponible sur le marché et de la demande émanant des entités publiques.

Comme mentionné dans le précédent chapitre, l'une des limites de la demande des administrations publiques est la non spécification et l'absence de mentions écologiques dans les cahiers de prescriptions spéciales pour les produits retenus, à l'exception de la demande en papier du Ministère Délégué Auprès Du Ministre De L'énergie, Des Mines De L'eau Et De L'environnement, Charge de l'Environnement, qui, dans son cahier de prescription spéciales (CPS) concernant l'appel d'offre **N° 18/DBRH/2015**, précise des spécificités écologiques concernant les papiers de reproduction. Dans le bordereau des prix, les ramettes demandées sont du papier recyclé de la marque Navigator. D'autre part, cette demande montre l'orientation précise de cette administration vers la sous-catégorie de papiers recyclés.

➤ Ainsi, pour [la catégorie papier de reproduction](#), nous pouvons retenir deux sous-catégories :

- Principalement, le papier recyclé, et comme mentionné plus haut, il s'agit d'une orientation spécifique du Ministère Délégué auprès du Ministre De L'énergie, Des Mines De L'eau Et De L'environnement, Charge de l'Environnement. Cette orientation devrait être généralisée.
- Puis, le papier issu de forêts gérées durablement

Ces deux sous-catégories sont intéressantes par leurs labels écologiques et plus précisément les labels suivant :

- Le label FSC est un label prenant en compte l'aspect de la gestion des forêts. Il allie les critères environnementaux et sociaux, contrairement aux autres labels comme PEFC ou le SFI. Il est d'ailleurs l'unique label disposant de critères sociaux. Nous retrouvons également ce label dans les gammes recyclées, notamment de la marque Navigator.
- On retient également le label Ange Bleu. Bien qu'il ne prenne pas en considération des critères sociaux, le label Ange Bleu est une garantie pour les papiers recyclés : il garantit un papier 100% recyclé et une production propre. Contrairement au label APUR, Ange Bleu prend en considération le processus de fabrication.

Ces labels écologiques spécifiques à la catégorie du papier peuvent être accompagnés par d'autres labels globaux, à l'instar du label Ecolabel Européen.

➤ Pour ce qui est de la catégorie des ordinateurs, la Morasse budgétaire 2014 révèle toute l'importance de la catégorie. En effet, la répartition des dépenses pour l'ensemble des catégories d'achats permet d'identifier la catégorie "Achat de matériel informatique " (dont l'achat d'ordinateurs) avec un pourcentage de 35.63 %. Elle représente plus du tiers des achats communiqués et concernés par les dépenses publiques. La demande des administrations publiques reflète, ainsi, l'importance de cette catégorie.

Nous avons identifié dans un premier temps les deux sous-catégories de produits :

- Les ordinateurs de bureau, les ordinateurs portables.

Comme mentionné précédemment, la sélection et l'achat d'un ordinateur dépend de ses fonctionnalités et des besoins des administrations en termes de performance, taille... Toutefois, l'empreinte écologique peut être prise en compte lors de l'achat à travers les critères de durabilité mentionnés sur les produits et les moyens de vérification de ces critères, à savoir les labels écologiques. Bien qu'il existe des mentions d'approches vertes, écologiques et environnementales mises en avant dans les politiques et engagements des constructeurs- que ce soit au niveau de la fabrication, des matières premières ou de la consommation, les labels suivants garantissent la durabilité des ordinateurs :

- Energy Star, vise l'efficacité énergétique des matériels informatiques, et qui est apparent sur les matériels labellisés. Un appareil labellisé Energy Star doit être de 10 à 50 % plus éco-énergétique qu'un modèle classique.
- Epeat, écolabel permettant au consommateur d'évaluer l'effet d'un produit informatique sur l'environnement. C'est donc un outil pratique pour les administrations, collectivités et autres entreprises qui veulent acquérir de manière transparente du matériel informatique éco-conçu. L'éco-conception prend en compte différents critères : réduction des substances dangereuses, composants plus respectueux de l'environnement, la considération du cycle de vie de vie du produit, économie d'énergie, recyclage... Même le label Energy Star fait partie des critères évalués par Epeat.

Le label Energy Star semble le plus répandu, concernant l'offre d'ordinateurs. Toutefois, les ordinateurs labellisés Epeat sont également présent sur le marché.

En prenant l'exemple du cahier des prescriptions spéciales, appel d'Offre N° 56/DBRH/2015 ayant pour objet l'achat de matériel informatique destiné aux services du Ministère Délégué auprès du Ministre de l'Energie, des Mines de l'Eau et de l'Environnement, Charge de l'Environnement, lancé par la division du budget des ressources humaines ; nous remarquons qu'il n'intègre pas les critères de durabilités ou des labels d'éco-conception. Ainsi, la demande des entités publiques doit intégrer ces deux labels dans leurs cahiers de prescriptions spéciales. Nous recommandons toutefois les produits labellisés Epeat pour l'ensemble des critères pris en considérations et mentionnés précédemment.

- En ce qui concerne la catégorie des produits de nettoyage et d'entretien, nous avons retenu les trois produits suivants : Les détergents, les nettoyeurs, les liquides vaisselles

Les produits d'entretien conventionnels reposent sur l'action de tensioactifs polluants et toxiques. Les éco-détergents sont exempts de ces éléments chimiques polluants et contiennent des tensioactifs issus de la chimie végétale. L'aspect écologique de ces produits est vérifié par un ensemble de labels écologiques. Principalement, il s'agit des labels suivants :

→ L'Ecolabel européen, label officiel utilisé au sein de l'Union européenne.

→ Ecocert, certification française.

La comparaison des deux labels dans les sections précédentes a permis de relever que ce label garantit l'efficacité du produit. En d'autres termes, l'Ecolabel est décerné aux produits d'entretien et d'hygiène dont la démarche respecte l'environnement avec la même efficacité que les produits classiques. De plus, Ecolabel se distingue du label Ecocert par son approche de cycle de vie.

Sur le marché marocain, nous recensons un ensemble de produits écologiques. Certains affichent leur engagement environnemental, mais sans disposer de labels, d'autres sont labellisés Ecolabel européen ou Ecocert.

La comparaison des marques de produits écologiques disponibles sur le marché, en termes de processus de fabrication, révèle que la marque L'Arbre Vert affirme un net engagement environnemental : par son site de fabrication, les matières utilisées et l'emballage recyclable. De plus, il s'agit de l'unique marque disposant de la certification ISO 14001 (Management environnemental). Elle dispose également de l'Ecolabel européen.

Ainsi, nous recommandons les produits labellisés Ecolabel Européen vu les critères et référentiels du label.

- Pour ce qui est de l'alimentation bio et la restauration collective, dans les administrations publiques, nous avons sélectionné deux sous-catégories, à savoir, **les fruits et les légumes**.

Il existe plusieurs labels, les agriculteurs peuvent avoir recours aux organismes de certifications agréés. Cependant, il n'existe pas encore de label bio marocain, en effet les cahiers des charges pour le label marocain bio sont en cours d'adoption.

Les critères de durabilité pour cette catégorie correspondent à des aliments biologiques qui sont produits à partir d'ingrédients cultivés sans produits chimiques de synthèse et sans OGM (organismes génétiquement modifiés). Ils ne contiennent ni exhausteurs de goût, ni colorants, ni arômes chimiques de synthèse. L'utilisation d'additifs est très fortement limitée. Les produits bio sont contrôlés à tous les stades.

L'offre en aliments biologiques est disponible sur le marché marocain. Il s'agit essentiellement des deux entreprises suivantes, certifiées Ecocert : « Les Domaines Agricoles » et « Primeur Biologique du Souss », qui affirment leur engagement pour une production verte. « Les Domaines Agricoles » est considéré comme l'une des entreprises leader dans le domaine. Il existe également des services dans ce sens, ce sont les paniers bio : les distributeurs proposent des paniers hebdomadaires, l'un de ces distributeurs : Bio Assil dispose de fermes certifiées biologiques. Concernant la restauration collective, l'entreprise Newrest propose également des repas à partir d'aliments biologiques.

F. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

La question de l'analyse préalable des offres des fournisseurs revient souvent parmi les problèmes soulevés par les acheteurs publics qui doivent, en effet, connaître parfaitement le marché source auprès duquel ils s'approvisionnent.

Cette étude de marché a permis d'améliorer la connaissance concernant la présence sur le marché marocain des produits écologiques faisant l'objet de la commande publique et ayant été considérés comme prioritaires lors de l'étude de hiérarchisation. Nous pouvons constater qu'une conscience écologique émerge dans la mesure où l'offre de ces produits s'accroît et que des enseignes se spécialisent dans le secteur du « bio » et du « vert », qu'il s'agisse d'enseignes de commercialisation ou d'entreprises prestataires de services.

Cependant, l'offre reste limitée pour ces produits et est même inexistante pour certaines catégories, comme le papier d'impression 100% recyclé. Ceci peut être expliqué principalement par le coût de ces produits. En effet, ce sont principalement des produits d'importation avec une provenance d'acteurs étrangers notamment européens. Au coût de l'éco-conception, s'ajoute ainsi le coût supplémentaire de l'importation.

Néanmoins, nous pouvons affirmer la faisabilité de lancer des appels d'offre pour les quatre sous-catégories :

- Le marché correspondant à la **catégorie papier** est riche en offres. L'offre du papier issu de forêts gérées durablement est la plus répandue, en termes de diversité de produits et de marques. Ces derniers sont essentiellement étrangers, principalement européens, avec un engagement environnemental mis en avant notamment par le label FSC.
Cependant, un appel d'offres peut être orienté vers une **production marocaine de papier**, qui, malgré la concurrence étrangère, la non-disposition de label ou de certification écologique, doit afficher et affirmer son souci pour l'écologie à travers son management environnemental et son utilisation de la fibre recyclée comme composante de ses produits. Un tel appel d'offre convergerait vers le développement de l'offre locale marocaine de papier, et pourrait éventuellement développer l'activité des entreprises qui ont connu une baisse de leur activité face à la concurrence croissante des exportateurs européens.
- Pour ce qui est de la **catégorie d'ordinateurs**, comme mentionné précédemment, la Politique d'Achats Durables peut s'orienter vers les ordinateurs disposant de labels « Energy Star » et « EPEAT ». Ces ordinateurs sont disponibles dans les magasins spécialisés en informatique. Les prix d'achat de ces produits diffèrent puisqu'ils varient en fonction des caractéristiques techniques des ordinateurs.
- Pour ce qui est de la **catégorie des détergents**, le marché marocain offre des produits écologiques labellisés (Ecolabel, Ecocert, ...) d'origine étrangère qui satisfont les aspects de durabilité et de respect de l'environnement. Comme mentionné dans la section précédente, les produits labellisés Ecolabel répondent à plus de critères par rapport aux autres labels. L'intégration de cette catégorie dans la Politique d'Achats Publics pourrait passer par le biais de distributeurs, soit par les grandes et moyennes

surfaces, soit directement par l'intermédiaire des importateurs distributeurs à l'image de l'entreprise marocaine K-DIS.

- En ce qui concerne la **restauration collective**, le marché dispose de l'offre de deux entreprises, particulièrement celle de Les Domaines Agricoles avec leur gamme Les Domaines Bio. Le coût en est certes élevé, mais il s'agit d'une garantie d'une qualité, à travers la certification Ecocert. L'offre de cette entreprise est riche et variée. Il existe également une offre de restauration collective par le biais du prestataire Newrest qui offre des repas à base d'aliments biologiques. Les spécifications techniques que proposent ce type d'entreprises pourraient être ingérées dans les appels d'offre afin d'encourager le développement de la concurrence.

Pour ce qui est du développement de l'offre locale, il y a une tentative de la part d'entreprises marocaines de s'inscrire dans une démarche écologique et de produire « vert ». Une politique d'achats publics éco-responsables peut également inciter le développement de tels secteurs d'entrepreneuriat vert.

Ainsi, il est nécessaire de susciter davantage le besoin de recourir aux produits écologiques dans les marchés publics à travers **la sensibilisation et l'information**. Car c'est la demande qui crée l'offre.

En outre, le surcoût lié aux produits écologiques est considéré comme une **contrainte** pour l'acheteur public qui évalue les produits proposés par les prestataires, sur la base du critère économique. Or, une politique d'achat durable incite à un changement de paradigme car un achat écoresponsable prend en compte **le coût global**. L'acheteur public doit considérer non pas le seul prix d'acquisition des produits, mais également les coûts liés à leur utilisation et à leur élimination. L'acheteur public doit donc veiller à ce qu'un achat réalisé dans un strict souci budgétaire à court terme ne se révèle pas, à l'usage, plus coûteux.

Par ailleurs, l'analyse montre que sur le marché marocain des produits écologiques, il y a une **prédominance des entreprises étrangères**. Or, la commande publique durable devrait susciter la **création d'un marché de production nationale** pour plus de compétitivité et une réduction des prix. Pour cela, il s'avère primordial de faciliter la disponibilité des produits respectueux de l'environnement à travers le **soutien aux entreprises nationales** qui souhaitent s'engager dans une démarche de production durable.

En effet, les industriels sont prêts à s'engager dans la production d'éco-produits dès lors que la commande atteint un volume suffisant permettant de proposer un prix acceptable. Ce volume varierait en fonction des exigences environnementales fixées par l'acheteur public.

Il faudrait également mettre en place les moyens d'accompagnement pour rendre le cadre régissant les marchés publics opérationnel, notamment pour la traçabilité et la disponibilité de l'information : étiquetage, labellisation, etc.

Enfin, le cadre juridique relatif au marché public au Maroc notamment le code des marchés de 2013 autorise la prise en compte des exigences environnementales dans l'achat public. Toutefois, comme tout achat public (quel que soit son montant ou son objet), l'achat public éco-responsable doit s'effectuer dans le respect des principes généraux de la commande publique. Ces principes qui visent à la non-discrimination des candidats potentiels, qu'ils soient nationaux ou étrangers, sont : la liberté d'accès à la commande publique, l'égalité de traitement des candidats et la transparence des procédures.

Par conséquent, si le code des marchés publics permet à l'administration de fixer librement le niveau d'exigence environnementale qu'elle souhaite voir appliqué au travers de ses marchés, il encadre de façon précise les possibilités de prendre en compte l'environnement.

Annexe 1. Cahier des charges pour la réalisation de l'étude de marché menée dans le cadre de l'Approche APD du PNUE

Objectifs du projet

Le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE) assiste les pays le souhaitant dans la mise en œuvre des achats publics durables (APD) au sein de leurs administrations. Cette aide consiste notamment à accompagner ces pays dans la sensibilisation des décideurs locaux et dans la formation des professionnels des achats.

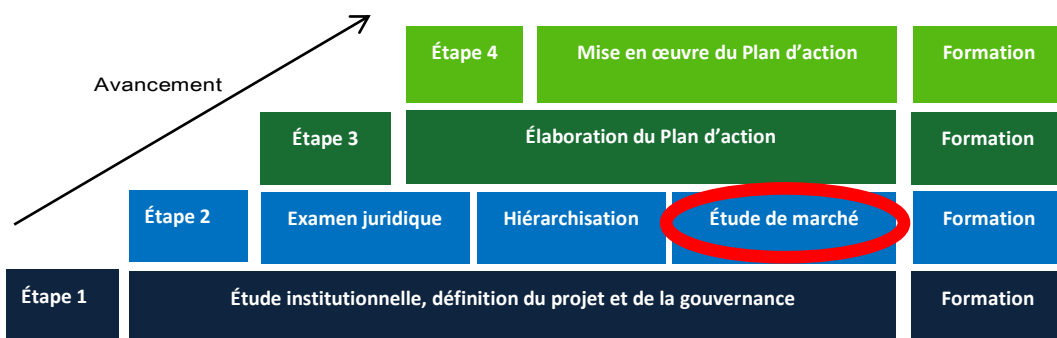
La méthodologie employée au niveau national – l'approche du PNUE en matière d'APD – consiste en une série d'étapes à suivre par les administrations en vue d'élaborer, puis de mettre en œuvre, un plan d'action (cf. schéma ci-dessous).

Dans les pays disposant d'un programme d'éco-étiquetage (ci-après nommés "pays principaux"), le projet sera principalement axé sur la mise en œuvre de l'Approche APD du PNUE, combinée à une utilisation et un renforcement du système existant d'éco-étiquetage.

Dans les pays où l'éco-étiquetage n'a pas encore été mis en place, le projet portera sur l'élaboration et la mise en œuvre d'un Plan d'action pour les APD, et des activités de sensibilisation soulignant l'importance de l'éco-étiquetage en appui au programme national d'APD.

L'une des étapes-clés de l'Approche APD du PNUE consiste à mener une étude de marché ayant pour objectifs de:

- 1) **Identifier des sous-catégories de produits durables** sur lesquelles porteront les achats réalisés dans le cadre des appels d'offre « pilotes ».
- 2) **Examiner la capacité du marché** à répondre aux appels d'offre visant les produits durables sélectionnés.
- 3) **Identifier les menaces et opportunités** que les APD peuvent créer pour les PME et le marché local.
- 4) **Définir des critères de durabilité** pour chaque sous-catégorie de produit, comportant une référence à des outils de certification pertinents ou à des labels écologiques.
- 5) **Elaborer une liste de recommandations** visant à favoriser le développement de l'offre locale de produits durables, et à accroître la compétitivité des fournisseurs locaux dans ce domaine. *Dans le cas des pays principaux, ces recommandations devront également inclure des mesures visant à garantir une certification nationale de la nouvelle offre de produits.*



Étapes de l'approche du PNUE en matière d'APD

Mise en perspective de l'Étude de marché vis-à-vis des autres étapes de l'approche APD

- Lors de l'élaboration de l'Étude de marché, il sera fortement recommandé de se référer aux résultats découlant de l'examen juridique, notamment à la législation relative aux catégories de produits qui aurait pu être examinée au cours de cette étape.
- Dans le cadre de l'Étude de marché, l'expert devra également s'appuyer sur les conclusions du rapport de hiérarchisation rédigé préalablement. **L'Étude de marché devra en effet porter sur les trois catégories de produits** définies comme prioritaires à l'issue de cette précédente étape, afin d'aboutir, au terme de la présente analyse, à la sélection de trois **sous-catégories** de produits visées par les appels d'offres pilotes. L'Étude de marché devra en particulier s'appuyer sur les résultats issus de l'étude de marché préliminaire réalisée dans le cadre de l'étape de hiérarchisation.
- L'Étude de marché servira quant à elle de base à l'élaboration de la politique et du Plan d'Action National pour les APD, en apportant un éclairage sur le marché et les fournisseurs en présence.

Missions et attentes en termes de résultats

Mission

L'expert conduira une étude de marché portant sur les aspects suivants:

A. Introduction⁹

- a. Contexte
- b. Objectifs de l'étude
- c. Méthodologie suivie

B. Identification des sous-catégories de produits et services durables, et élaboration d'une liste préliminaire de critères durables et de moyens de vérification.

Cette étape de l'Étude de marché consistera à identifier les sous-catégories de produits et services durables (à partir de la liste des produits et services priorisés antérieurement) qui seront visés par les appels d'offre pilotes dans le cadre de la mise en œuvre des APD. Les sections C) et D) relatives à l'analyse de l'offre et de la demande, porteront exclusivement sur les sous-catégories de produits et services retenues à l'issue de cette section B).

- **Listez les 3 catégories de produits** retenues lors de l'étape de hiérarchisation.

2) Pour chaque type de produit et de service retenu, identifiez les sous-catégories de produits et services durables disponibles sur le marché (le niveau du produit doit être suffisamment précis pour permettre l'identification de caractéristiques écologiques et socio-économiques).

Par exemple, pour les catégories suivantes les produits ci-dessous pourraient être mentionnés :

- Ex. 1. catégorie « peintures » : peintures biologiques, peintures à effet isolant, etc.
- Ex. 2. catégorie « café » : café issu du commerce équitable, café biologique, etc.
- Ex. 3. catégorie « papier » : papier sans chlore, papier recyclé, papier issu de forêts gérées de manière durable, etc.

3) Relevez les critères de durabilité propres à ces sous-catégories de produits en veillant à bien

⁹ L'étude de marché suivra, dans la mesure du possible, la structure indiquée aux pages 2 à 5 du cahier des charges.

décrire leurs caractéristiques écologiques, sociales et économiques¹⁰.

Cette évaluation peut être dans un premier temps réalisée à partir d'informations qualitatives, en vous référant à des labels écologiques internationaux ou à des normes volontaires de durabilité déjà existantes ciblant ces catégories de produits. Lors de la définition des critères de durabilité, il conviendra de suivre une approche de cycle de vie (prenant en compte les impacts du produit tout au long de son cycle de vie – de l'extraction des matières premières, à la production/transformation, en passant par l'utilisation du produit, à son transport, et enfin à son élimination).

4) Identifiez les moyens existants pour la vérification des critères de durabilité : labels écologiques reconnus sur un plan international, normes volontaires de durabilité, informations de base requises par la loi, tests en laboratoire, déclarations environnementales de produits, qui permettront la vérification des caractéristiques durables des sous-catégories de produits et services sélectionnés.

Dans les pays disposant déjà d'un système national de labels écologiques, ces modes de vérification peuvent inclure la référence à des labels écologiques précis.

C. Analyse de l'offre

La présente section visera tout d'abord à évaluer la capacité du marché local à proposer les sous-catégories de produits sélectionnées à des tarifs compétitifs. Dans un second temps, cette partie visera à mettre en lumière les menaces ou opportunités potentielles que la mise en œuvre des APD pourrait représenter pour l'économie locale.

- **1) Déterminez le degré de disponibilité des produits sélectionnés sur le marché national**, et la part de marché qu'ils représentent. Afin de fournir une bonne vue d'ensemble de l'évolution de l'offre de ces produits sur le marché, complétez ces informations par une présentation des données des années précédentes.
- **2) Indiquez quels sont les acteurs principaux** présents sur les segments de marché considérés en précisant notamment :
 - a. Le nombre de PME ou de grandes entreprises participant à la fabrication / l'importation / la commercialisation des produits visés.
 - b. L'origine des produits durables sélectionnés : sont-ils produits localement, ou bien importés ? Dans le deuxième cas de figure, quelles seraient les possibilités de produire localement ces produits et services durables à court, moyen et long-terme ?
 - c. Les sociétés œuvrant sur ces marchés sont-elles adoptées des systèmes agréés de gestion environnementale et/ou ont-elles pris d'autres engagements pour le développement durable ou en matière de responsabilité sociale des entreprises ?
 - d. Ces entreprises ont-elles une stratégie en termes de transition vers des biens ou méthodes de production plus durables, etc. ?
- d. **3) Déterminez les principaux obstacles** au développement d'une offre de produits et services durables pour ces sous-catégories :
 - a. Quel est le niveau de prix moyen sur le marché national¹¹ pour ces produits ? Celui-ci est-il plus élevé qu'au niveau international ? La différence de prix des produits durables par rapport aux produits plus « conventionnels » est-elle importante ?
 - b. Etudiez les forces et faiblesses des entreprises nationales vis-à-vis de leurs concurrentes internationales offrant ces produits et services durables.

¹⁰ Afin d'identifier les impacts écologiques et socio-économiques (qui peuvent se transformer en attributs durables), le consultant en charge de l'étude de marché devra avant tout étudier les résultats issus de l'étape de hiérarchisation, notamment les matrices C, D et E.

¹¹ Afin de déterminer les prix ayant cours sur le marché national pour les sous-catégories identifiées, le consultant en charge de l'étude de marché devra préalablement prendre note des conclusions issues de l'étape de hiérarchisation, plus particulièrement la matrice B. Par ailleurs, un exemple d'outil permettant d'évaluer l'impact financier des sous-catégories de produits durables est disponible en annexe de ce document (se référer à la page 7).

- c. Existe-t-il d'autres obstacles majeurs, par exemple d'ordre juridique, ou bien en termes de savoir-faire dans le pays ?
- d. *Dans les pays principaux, identifiez les facteurs limitant l'offre de produits certifiés par les labels écologiques pour les sous-catégories choisies (par exemple : incompatibilité de critères de durabilité, offre insuffisante de produits certifiés, différence de prix, etc.) Cette analyse devra être menée conjointement avec l'analyse des forces/ faiblesses et opportunités/menaces (analyse dite « SWOT ») du système national d'éco-étiquetage.*
- e. **4) Etudiez les menaces et opportunités potentielles** pour la production locale, qui pourraient apparaître du fait de l'intégration de ces critères d'achat dans les marchés publics, ou de l'obligation nouvelle pour ces entreprises de se conformer à un système national d'éco-étiquetage.
 - a. Quelles seraient les principales répercussions de l'importation de ces biens durables sur la production locale (risque éventuel de disparition en faveur des importations) ?
 - b. Quelles seraient les opportunités de marché pour une offre de produits certifiés par les labels écologiques ?
- f. **5) Évaluez le potentiel de développement des produits et services sélectionnés**, sur le marché national comme à l'étranger. **Quelles sont les perspectives de développement du marché à l'export pour les secteurs ciblés ?** Quels seraient les critères de durabilité à prendre en considération afin de garantir la conformité avec les normes en vigueur sur le marché à l'export ?

D. Analyse de la demande

- g. Présentez l'**évolution de la demande nationale** pour les sous-catégories de produits et services sélectionnés (évolutions passées et prévisions futures).
- h. **Concentrez-vous plus particulièrement sur la demande émanant des entités publiques, y compris sur celle des administrations identifiées comme participant aux appels d'offre pilotes** lors de la seconde **phase de mise en œuvre du projet APD**. Précisez les volumes totaux de commandes, passées et actuelles, pour les sous-catégories concernées¹² et par entité participant aux appels d'offre pilotes (ministère, service, etc.). Précisez si possible le pourcentage des commandes visant des produits durables, ainsi que les prochains appels d'offre ciblant les catégories choisies.
- i. **Identifiez les opportunités et obstacles principaux à l'achat de produits plus durables** par les administrations publiques. Précisez si des tentatives d'achat de produits plus durables ont déjà eu lieu, si les fournisseurs avaient été impliqués dans le processus et de quelle manière, et quel en avait été le résultat (l'offre était-elle en quantité suffisante ? Avait-il été nécessaire de réorganiser le processus des achats du fait de l'adoption de ces nouveaux critères de durabilité ?).

F. Validation des critères de durabilité avec les acteurs du marché et les entités publiques pour chaque sous-catégorie de produits retenue

- j. **Le choix final des critères de durabilité et des moyens de vérifications pour les trois sous-catégories** de produits devra s'appuyer sur la liste préliminaire définie en section B, ainsi que sur les informations collectées en matière de l'offre (section C) et de la demande (section D) pour ces produits.
- k. **Validez les critères de durabilité et les moyens de vérification éventuels avec les acteurs clés du marché (pour l'offre) et les membres du Comité de pilotage (pour la demande)**. Au terme de cette étape, l'étude de marché doit permettre de dresser la liste des critères de durabilité approuvés pour les trois sous-catégories de produits, qui seront inclus dans les appels d'offre pilotes. Ces critères doivent être aussi réalistes que possible, et correspondre aux caractéristiques de l'offre et de la demande sur le marché national.

¹² Si ces données ne sont pas disponibles par sous-catégorie de produit, indiquez les volumes par catégorie de produits retenue.

G. Conclusions et recommandations pour la mise en œuvre des APD et la passation de contrats

- l. **Concluez sur la faisabilité de lancer des appels d'offre** à partir des sous-catégories de produits et services choisis – cette activité constitue en effet l'une des composantes prioritaires du Plan d'action national pour les APD.
- m. **Suggérez une liste définitive de critères de durabilité pour chaque sous-catégorie** de produits sélectionnée et les moyens de vérification possibles, en accord avec le Comité de pilotage et les fournisseurs.
- n. **Apportez des recommandations en vue de développer l'offre locale de produits et services au niveau national et régional, et d'améliorer la compétitivité des entreprises.** Ces mesures pourront porter sur le court, le moyen et/ou le long terme, en fonction de la capacité du marché à produire les produits durables choisis, *et, dans le cas des pays principaux, en fonction de la participation des producteurs au dispositif d'éco-étiquetage.*

Documents à fournir (livrables)

- o. **Plan d'ensemble du rapport à soumettre au PNUE pour validation.**
- p. Rapport intermédiaire des travaux entrepris à mi-parcours. Après élaboration de ce rapport, une réunion sera tenue en présence de tous les partenaires au projet et des membres du Comité de pilotage, afin d'aborder les principaux points, les conclusions et les éventuelles mesures correctives à appliquer.
- q. **Un rapport détaillé, conformément au plan et aux instructions données ci-dessus (soit approximativement 50 pages, annexes comprises).** Ce rapport devra être rédigé en français.
- r. Tous les documents élaborés doivent être conformes à l'identité visuelle du projet SPPEL et comporter le logo du projet (fourni par le PNUE).

Compétences requises

- Expérience prouvée dans l'organisation et la conduite d'une étude de marché au niveau national, reposant sur une analyse de données à la fois quantitatives et qualitatives.
- Bonne expérience des secteurs de l'écologie, du développement durable et du commerce.
- Expérience de travail avec des chambres de commerce, le ministère de l'industrie ou le milieu universitaire.
- Bonne connaissance de l'économie du pays et du secteur privé, plus particulièrement dans les domaines liés au développement durable, aux pratiques commerciales responsables, ou bien aux technologies et à la prestation de services respectueuses de l'environnement.
- Absence de tout conflit d'intérêt vis-à-vis d'un secteur commercial donné.
- Excellentes facultés d'analyse et capacités rédactionnelles.
- Capacité à appliquer les méthodes de hiérarchisation de l'Approche APD du PNUE, ou bien toute autre méthode similaire.